LA FRANCE ET L'EUROPE DOIVENT FORGER LEUR DESTIN

Extrait

Défense de l'Europe

« On ne règle pas un problème en utilisant le système de pensée qui l'a engendré. » Albert Einstein

RE FONDER.FR

Efficacité – Équité – Solidarité

Le Tocsin sonna le 24 février 2022 !

L'Union Européenne aurait dû faire du 24 février 2022 la date de sa Renaissance, comme le fut le 14 juillet 1789 pour la France : un monde s'était effondré, un monde nouveau s'est construit sur des bases radicalement différentes qui ont fait émerger, notamment, la Démocratie, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, l'Égalité des droits**,** la Liberté d'opinion et de la presse, le Respect de la propriété, le Code civil, etc**.** Toutes choses auxquelles nous tenons, que nous avons reçues en héritage et que nous nous devons de transmettre…

Pendant plus de quatre décennies, nous avions un adversaire en commun avec les Américains : l'Union Soviétique, porteuse de l'idéologie communiste, jusqu'à son effondrement en 1989. Ce fut une menace permanente de guerre, sans guerre, entre l'URSS et nous.

Une trentaine d'années de calme relatif avec la Russie ont suivi. Imaginant naïvement que nous serions en paix pour longtemps, nous avons désarmé, ignorant les avertissements de Poutine, ses guerres contre des pays de l'ancienne URSS, et ses appropriations en 2014 de la Crimée et d'une partie du Donbass. Par traité, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie devaient protéger l'Ukraine de toute agression en échange de ses ogives nucléaires. Les Occidentaux n'ayant pas bougé, Poutine a décidé de s'emparer du reste de l'Ukraine le 24 février 2022. Quatre ans et demi plus tard et au moins un million de morts, de blessés graves et d'exilés, il reste bloqué dans le Donbass, occupant environ 1/5e de l'Ukraine.

Pendant ce temps, la Chine est devenue la deuxième puissance derrière les États-Unis, qu'elle compte bien dépasser rapidement et elle annexe des territoires en attendant de récupérer Taïwan.

Puis Trump II s'est joint aux deux autocrates et à leurs entreprises de démolition de tout ce qui avait été fait, non sans mal, pour réguler le monde. Dès lors, l'Europe se retrouve complètement isolée, sans défense face à cette troïka d'autocrates qui se sont répartis le monde, chacun ayant sa zone d'appropriation, l'Union continentale étant dans la zone russe, les Outre-mer de l'ouest dans la zone américaine et ceux de l'est dans la zone chinoise.

Pour l'Europe, les conséquences sont multiples et infiniment graves : les convergences occidentales sont clairement devenues des divergences et on ne peut plus compter sur la protection américaine, d'autant plus que l'équipe dirigeante déteste notre Union au point de vouloir sa mort.

Il est devenu très urgent que nous prenions nos distances avec cette tutelle américaine qui nous détruit, d'autant que nous avons les moyens, l'opportunité, – le devoir – de nous comporter enfin en ADULTES RESPONSABLES et de nous organiser en conséquence.

Nous devons devenir la troisième Puissance Mondiale ! Pour cela, il ne faut pas dépenser plus, il faut dépenser mieux, avec une organisation totalement différente et la volonté d'être ce que nous aurions dû être depuis longtemps, et que de nombreux pays souhaitent que nous soyons :

UNE GRANDE PUISSANCE DE PAIX ET D'ÉQUILIBRE !

Quand on voit les agissements de la Russie, et maintenant des États-Unis et de la Chine, au mépris de toutes les conventions internationales, il est urgent que l'Union et sa future Défense définissent des types d'interventions musclées pour apporter des réponses adaptées très rapidement à leurs forfaitures. Et qu'elle les affiche, le préventif étant bien préférable au curatif, particulièrement dans ce domaine. Il est très dangereux pour nous tous, de les laisser faire sans réagir… ou avec de vagues sanctions, trop souvent inefficaces, et qui font de l'agresseur la victime aux yeux de nombreux pays tiers.

Poutine, comme Trump et Xi Jinping, ne connaissent et ne respectent que la FORCE, plus l'argent pour Trump.

La Moldavie, la Géorgie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Finlande, etc. seront les prochaines cibles russes si nous restons les bras croisés. Plus celles de Xi Jinping et de Trump !

Une chose est certaine : aucun de nos pays ne pourra, seul, tenir tête à la Russie, ni notre organisation actuelle. Seule une Union militaire type OTAN le pourra !

Il faut s'assumer collectivement. Les préconisations exposées pour l'Organisation de la Défense de l'Union, puis celle des Démocraties d'Europe, sont fondamentales pour assurer notre AVENIR, un AVENIR DE PAIX !

Elles sont urgentes afin de ne pas être pris au dépourvu par des armées russes sur nos terres, comme cela arrivera si rien de sérieux n'est entrepris. Et, dans ce cas, nous ne pourrons que nous en prendre à nous-mêmes, avec toutes les conséquences dramatiques qui en découleront, pour nous tous.

Même en temps de paix, notre impuissance militaire nous dévalorise totalement en nous empêchant de tenir le rang qui devrait être le nôtre, comme l'a prouvé encore récemment « *la gifle* » que nous a administrée le gouvernement israélien lors d'une tentative de médiation entre eux et les Palestiniens. Notre seul rôle est de payer à fonds perdus puisque nous finançons les constructions, puis les reconstructions après les destructions, etc. C'est sans fin, comme la détresse des populations concernées ! Un peu d'amour-propre, de réalisme, de sens de nos responsabilités, ne nous feraient pas de mal. Et comme aurait dit Ann Richards, femme politique américaine : « *Si vous n'êtes pas à la table, c'est que vous êtes au menu* », réflexion souvent reprise, à juste titre, ces derniers temps.

Nous vivions en paix depuis trois générations. Manifestement, les folies guerrières inqualifiables de Poutine ont du mal à sortir de leur léthargie nos dirigeants qui sont de la deuxième, voire de la troisième génération, ni nos peuples qui, toutefois, semblent s'éveiller moins lentement que leurs dirigeants.

Tous les Européens doivent d'urgence se mettre en « *esprit de guerre* », puis s'organiser et s'armer intelligemment afin de dissuader la Russie d'attaquer ses membres au lieu de la pousser au crime par notre passivité et nos illusions de défenses.

Comment pouvons-nous être inconséquents à ce point alors que Poutine, aidé par ses despotes amis, souffle avec un grand succès sur les braises de tous les points chauds du globe ? Plus toutes les exactions pratiquées dans nos propres pays (incendies, sabotages, marquages antisémites, attaques cyber de nos institutions, de nos entreprises, drones, etc.), tentatives de meurtre, ainsi que ses actions de désinformation sur les populations occidentales et sur celles du « Sud Global » pour les convaincre que leur avenir est avec la Russie et non avec ces Occidentaux « *impérialistes et dégénérés* ». Le plus invraisemblable, c'est que ça marche, y compris chez nous, alors qu'elles ne peuvent pas ignorer les horreurs pratiquées par les dictatures successives russes et chinoises, en premier lieu sur leurs propres populations !

Alors que notre « *protecteur* » nous pénalise avec ses droits de douane et ses ventes d'armes surtaxées, tout en jouant en sous-main la carte Poutine, chacun y va de ses hypothèses, non suivies d'actions coordonnées. Le Président Macron prêchait dans le désert pour une défense européenne à la Sorbonne en 2017, et ses propos du 26 février 2024 ont déclenché des réactions totalement irresponsables dans un contexte de guerre.

Quant aux initiatives de réarmement, elles sont incohérentes, destructrices de nos industries de pointe, et seront inefficaces tant qu'il n'y aura pas un Commandement commun pour coordonner les achats et les différentes armées de l'Union, un Commandement avec l'expérience des conflits du XXIe siècle.

Si l'Union et ses Membres ne changent pas radicalement et très rapidement de comportement, ce sera la curée en Europe. Poutine pourra accomplir la « *Mission* » : étendre la Russie du Pacifique à l'Atlantique !

Par ailleurs, comment peut-on confier des négociations aussi techniques et complexes que l'Ukraine et l'Iran à des hommes d'affaires, l'un dans l'immobilier, l'autre dans la finance ? Si ce n'est pour négocier les futurs « deals », ce qui a été rapporté par Le Monde du 20 février 2026, et non pour discuter d'Ukraine ou d'Iran.

À part s'enrichir et enrichir sa famille, et mettre le chaos aux États-Unis et dans le Monde, quel sera le bilan de Trump et de son équipe d'affidés, sans compétences dans les domaines qui leur ont été confiés ? Définitivement, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes !

État des lieux

Le Militaire ne fait pas partie des prérogatives de la Commission, les Statuts qui régissent l'Union laissent les États membres souverains en la matière. Et, comme nous étions en paix et que les Américains assuraient notre protection dans un équilibre des forces Est-Ouest, nos Dirigeants ont considéré qu'il n'y avait pas lieu de s'en préoccuper… notre « *Oncle Sam* » veillait sur nous ! Peu leur importait que nous soyons totalement vassalisés et, maintenant, dans une totale insécurité face à la Russie de Poutine… et à l'Amérique de Trump.

Il fallut l'attaque de l'Ukraine par la Russie et l'annonce des autres intentions de conquêtes de Poutine, puis le retour du très poutinien Donald Trump à la Présidence des États-Unis, pour que nos Dirigeants commencent à prendre conscience qu'il fallait se préoccuper de notre avenir, donc de notre défense.

C'est là tout le problème, car les Vingt-Sept se montrent incapables de s'entendre, de s'unir, de s'organiser, de construire une défense conçue pour les guerres actuelles, ce dont Vladimir Poutine se réjouit ouvertement, comme nous le verrons plus loin !

Rappel historique

Nos amis Tchécoslovaques et Polonais reprochèrent, reprochent encore, à la France de ne pas être venue à leur secours en 1938 pour la première, en 1939 pour la seconde.

Certes, mais c'est oublier les massacres de 14-18 qui étaient dans toutes les mémoires de ceux qui devaient partir, ou repartir, au combat pour recommencer « les horribles boucheries ». Des lettres de 1938 et 1939 de ma mère, pupille de la Nation en 1918, en témoigne. Mais si les Français et les Anglais ne se sont pas précipités, que dire des Américains ?

Je fais ce rappel historique, non pas pour dédouaner nos anciens, mais pour faire un parallèle avec la situation actuelle : nos comportements face aux agissements russes ressemblent tellement à ceux face à Hitler dans les années 1930 / 1940, l'un et l'autre ayant les mêmes ambitions : conquérir des territoires. Aussi :

- Soit, nous comptons sur « l'OTAN américaine » pour nous protéger, nous défendre, ce qui est devenu une illusion, d'autant plus que Poutine ne fera certainement pas une attaque frontale. Il commencera par envoyer des nuées de drones et des « petits hommes verts » comme il l'a fait en 2014, avec succès, en Crimée puis au Donbass, sans que l'Occident ne bouge alors qu'au moins deux membres de l'OTAN étaient garants – par traités – de la sécurité de l'Ukraine !
- Soit, nous nous unissons pour créer une « OTAN européenne » comme définie plus loin car, bien organisés, nous avons déjà les moyens de tenir tête à la Russie et, surtout, de la dissuader d'attaquer l'un de nos membres : nos vingt-sept défenses ne sont absolument pas crédibles, il nous l'a fait comprendre, alors qu'une défense avec un Commandement Commun le serait infiniment plus… avec les mêmes moyens, mais optimisés et coordonnés.

Si l'OTAN américaine n'intervient pas, ce qui est de plus en plus probable en raison du nucléaire russe et de Donald Trump, sans une Défense européenne organisée, les agressés ont toutes les chances d'être dans la situation de la Tchécoslovaquie en 1938, de la Pologne en 1939, de l'Ukraine en 2015 et en 2022 !

Aussi, en 2026, l'alternative est claire :

- Si nous sommes solidaires, nous créons une « ***OTAN européenne*** » qui nous sécurisera car elle aura les moyens de faire réfléchir Poutine et son petit cercle, et cela sans dépenser plus comme nous le verrons plus loin !

- Si nous ne sommes pas solidaires aujourd'hui, il ne faudra pas se faire d'illusions, nous le serons encore moins demain… comme en 1938, 1939, 2014, 2022, et ce d'autant plus que nous ne serons pas organisés pour tenir tête à la Russie. Ce sera alors la curée, les prédateurs de l'Est et de l'Ouest pourront y faire leurs « marchés » !

Question à ceux qui tiennent à garder l'indépendance de leur Défense : Pourquoi les États-Unis ont-ils créé l'OTAN, le 4 avril 1949, dans le but de se prémunir d'attaques de l'URSS ? Parce que l'expérience leur a montré que des armées alliées indépendantes n'étaient ni performantes ni dissuasives pour les ennemis ! Quelle serait l'efficacité et la crédibilité de 50 armées américaines ?

Si « *l'union fait la force* », a contrario la non-union, pire la désunion actuelle, engendre faiblesses et gaspillages.

D'après la légende rapportée par Tite-Live, une guerre meurtrière eut lieu entre les habitants de Rome et ceux d'Albe-la-Longue. Pour mettre fin à ce conflit, les chefs des deux peuples conclurent un accord : trois frères défendront leur ville, les Horace pour Rome et les Curiace pour Albe. Tite-Live raconte :

Phase I du combat : deux morts chez les Horace, trois blessés chez les Curiace.

Phase II : l'Horace, se retrouvant seul face à trois adversaires, feignit de s'enfuir. Les Curiace le poursuivirent mais, ce faisant, se désunirent. Alors l'Horace s'arrêta, alla au-devant du premier Curiace et le tua. Puis, il rejoignit le deuxième et le tua. Enfin le troisième, épuisé, fut tué comme ses frères.

C'est ainsi que Rome fut déclarée victorieuse !

Cette référence, certes très ancienne, permet de montrer qu'en cas d'attaque de l'un des membres de l'Union, avec nos armées dispersées, indépendantes, non coordonnées, la plupart petites ou inaptes au combat, soumises aux décisions de leurs instances gouvernementales et parlementaires, nous serions à coup sûr les Curiace de la phase II face à l'Horace russe !

Un autre exemple très actuel, lui, confirme : la lumière d'une ampoule électrique résulte de mouvements désordonnés d'électrons dans un filament mis sous tension. Si on coordonne ces mouvements, avec la même énergie dépensée, on obtient des rayons laser aux performances sidérantes !

Aussi est-il urgent et vital que l'Union dispose – enfin – d'une vraie Défense autonome, équipée d'armes européennes, avec un Commandement unique, qui soit une « OTAN Européenne » !

Au lieu de cela, que se passe-t-il actuellement ? *Challenges n° 860 – 30 janvier 2025 :*

> « Les Vingt-Sept se déchirent sur les achats d'armements : le projet de règlement Edip visait à développer l'approvisionnement auprès de groupes européens. Il provoque une guerre de coulisses terrible entre États membres. »

Pendant que les pays se déchirent, il ne se passe rien et notre défense reste soumise aux chantages du Président américain qui pourra aussi jouer avec les restrictions d'utilisation de ses armes au gré de ses « *deals* » avec la Russie, notamment.

Il paraît évident que la Défense, le Spatial, les hautes technologies, et tout ce qui touche à notre Sécurité soient gérés comme le sont l'Euro et l'OTAN : par une entité autonome, avec un Commandement commun sous les ordres d'un Comité de Défense des Membres de l'Union, entité à laquelle pourront adhérer dans un second temps des non-membres de l'Union, tous acceptant les règles propres de cette entité, règles adaptées aux contextes actuels.

Cette entité devrait être basée à Paris, comme celle de l'Euro l'est à Francfort. Et, comme pour l'Euro, elle ne concernerait pas nécessairement tous les pays de l'Union, au moins au départ car il faut avancer très rapidement.

Dans ce monde sous l'emprise d'autocrates et de ploutocrates extrêmement agressifs, notre Union, l'Europe démocratique, ne peuvent plus être des « *Clubs Med* » avec des Gentils Organisateurs et des Gentils Membres. Nous sommes dans une jungle, États-Unis compris hélas, dans laquelle il faut être lions et non gazelles si nous voulons survivre.

Et ne pas compter sur les autres, quels qu'ils soient, pour nous défendre !

Problématiques de notre Défense

Pour se résumer :

1. **Est-il responsable et décent, en 2026, que l'Union s'en remette aux États-Unis pour assurer sa sécurité ?**

   La réponse est NON, à la fois irresponsable et indécent !

   Pouvons-nous encore compter sur la protection américaine avec Donald Trump, Elon Musk, J.D. Vance et leurs affidés, qui veulent détruire l'Union, qui soutiennent nos extrêmes droites, y compris nazies, qui veulent nous imposer une défense à 5 % du PIB, à base de matériels américains surtaxés dont ils gardent le contrôle ?

   Notre soumission n'a que trop duré. À 3 % et en nous organisant intelligemment nous pourrions ne plus dépendre des Américains que marginalement ! … Et avec les économies réalisées, ne plus dépendre d'eux du tout rapidement.

   Quant à leur volonté de promouvoir les partis d'extrême droite en Europe, le jour où ceux-ci deviendront majoritaires, il n'y aura plus d'Union au sens où nous l'entendons ! C'est exactement ce que souhaite aussi Poutine.

   Mon Dieu, gardez-moi de mes amis…, de mon aveuglement et de ma lâcheté !

2. **La Russie, aux multiples richesses inexploitées**, offre un potentiel de « *deals* » illimité. Un renversement d'alliance est en cours :
   - Deal 1 : il vend à l'Europe beaucoup de F-35 et autres.
   - Deals suivants : il neutralise nos F-35 pour que la Russie puisse nous mettre sous sa coupe, et les États-Unis exploiter ses richesses.

   Souvenons-nous des sous-marins australiens sous Biden, un Biden bien moins opposé à nous que son successeur.

3. **Pouvons-nous avoir une défense autonome et sûre avec des armements étrangers ?**

   La réponse est NON ! Le point fondamental d'une arme est sa propriété intellectuelle : elle appartient à son concepteur, ce qui implique qu'elle soit conçue et fabriquée par une société européenne. Cet aspect est largement ignoré alors que l'Ukraine est victime de restrictions d'usage d'armes occidentales et d'une interdiction suisse.

4. **Pouvons-nous avoir une défense efficace avec vingt-sept armées indépendantes ?**

   La réponse est vingt-sept fois NON !

5. **Pourrions-nous avoir une défense autonome à court terme ?**

   La réponse est OUI, si nous le décidons.

   Il ne faudra surtout pas partir d'une page blanche car ce serait l'échec assuré. Il faudra partir de l'existant, puis l'organiser rationnellement !

   L'Union a en son sein l'armée française, qui est la seule à être opérationnelle et aguerrie (à l'ancienne), à couvrir l'ensemble des domaines militaires, à disposer d'une force de dissuasion nucléaire crédible et autonome, et à être équipée en matériels européens pour l'essentiel. Certes, elle n'est ni conçue ni équipée pour des combats de haute intensité et de longue durée. Mais,

avec les moyens conventionnels dont disposent les autres armées, l'ensemble étant sous un Commandement Commun, nous aurions déjà de quoi tenir à distance les armées russes.

6. **L'Union doit devenir une Grande Puissance Militaire…**

   … Pour assurer la paix en Europe ! Si nous voulons rester en paix, nous n'avons qu'une seule possibilité : avoir notre propre défense et d'un très haut niveau. Pour cela, nous devons mettre sur pied une organisation totalement différente de l'actuelle et obliger les pays les plus riches de l'Union à contribuer à la défense commune, au minimum financièrement.

   … « **Pour avoir une place à la table des Décideurs… et ne plus être au menu ! »**, les grandes puissances ne respectant que la force ; pour ne plus être méprisés et vulnérables ; pour être une voix qui compte sur le plan international ; pour cesser d'être la « *vache à lait* » des conflits non résolus… qui, avec le temps, deviennent inextricables et dont la responsabilité est systématiquement attribuée aux Occidentaux !

   Un beau défi – réaliste – pour 2027, nécessité faisant loi, à un moment où la Russie sera affaiblie par cinq années de guerre en Ukraine, ses milliers de morts et de blessés graves, son exode de cerveaux et de bras, son manque très important de main-d'œuvre et de moyens financiers, etc.

   … Pour s'accorder avec la nouvelle doctrine américaine qui serait : l'Europe se charge du conventionnel, les États-Unis du nucléaire. À court-moyen terme, ce partage paraît parfait. Le nucléaire américain implique des F-35. Or, l'Europe en regorge, elle doit arrêter d'en acheter, le nucléaire français devant monter en régime et remplacer le nucléaire américain.

7. **L'Union doit investir dans les secteurs militaires, le spatial, la recherche, les technologies d'avenir !**

   Elle doit aussi multiplier les coopérations européennes du type « Airbus », devenu le n° 1 mondial de l'aviation civile. Nous avons encore de nombreux domaines d'excellence, notamment dans les secteurs de la défense, et une dissuasion nucléaire d'un très bon niveau… mais il faudrait mobiliser toutes ces potentiels et les développer !

8. **Les États-Majors des pays de l'Union doivent totalement reconsidérer les doctrines militaires héritées du siècle dernier et adapter leurs formations.**

   Quand on a vu l'hécatombe de chars et de véhicules blindés russes détruits par de simples petits drones ukrainiens, faut-il encore avoir de tels matériels ? Et ceci, n'est qu'un exemple parmi bien d'autres. Tout est à réinventer dans tous les domaines, et en premier lieu dans le domaine militaire. Pour cela, nous avons la chance d'avoir les Ukrainiens comme exemple et partenaires pour nous conseiller, nous aider, et nous servir de bancs d'essais.

9. **L'Union peut et doit rattraper son retard.**

   C'est d'autant plus important et intéressant pour l'Europe qu'elle pourrait rattraper son retard à moindres coûts, les drones devant permettre de se passer de certains gros équipements, chars ou autres, ou d'en avoir beaucoup moins. Mais là aussi, il faut une démarche commune et non chacun dans son coin ! Et écouter les militaires expérimentés de la « guerre nouvelle » !

10. **L'Union doit repenser l'organisation et le management des Grands Projets !**

    Pour nos équipements du futur, il ne faut plus élaborer de projets multinationaux à quinze-vingt ans, qui ne sont que des sources de conflits, de blocages, de retards, de budgets explosés, et qui connaît ce que seront nos besoins pour les guerres des années 2040-50-60 ?

    Il faut s'appuyer sur des entreprises très expérimentées et performantes dans les domaines concernés, et qu'elles soient chefs des projets. Les technologies et les besoins évoluant

continuellement, il faut un management réactif, ouvert, se remettant en cause en permanence, pour être toujours à la pointe des dernières technologies.

11. Nucléaire, arme de conquête…

Le nucléaire est une arme de dissuasion pour les Démocraties qui en sont dotées. Il est une arme de conquête pour les Autocraties dotées… sans avoir à l'utiliser !

De dissuasion en ultime recours… mais la guerre continue de se faire avec les armes conventionnelles, même si les deux belligérants disposent de l'arme nucléaire.

Les Stratèges occidentaux feraient bien de passer outre au plus vite aux chantages russes s'ils ne veulent pas offrir les Démocraties aux Autocraties.

12. Que peut faire une Union qui a :

- Un PIB de 18 000 milliards face à 2 100 ? (9 / 1) !
- Une population de 450 millions face à 145 ? (3 / 1) !
- Un budget militaire de 400 milliards face à une centaine ? Rapport de (4 à 1) !

Surprenant pour qui découvrirait cette comparaison, d'autant que le total de nos budgets militaires est du même ordre que celui de la Chine qui va rattraper les États-Unis. Manifestement, l'efficacité n'est pas chez nous !

Contrairement à une conviction contraire très répandue, je vais suggérer une organisation qui doit permettre à l'Union de se doter, en un an et à budget constant, d'une défense autonome d'un haut niveau !

Dépenser 400 milliards par an, dont 300 partent à l'étranger au mépris des industries de défense européenne est militairement une aberration totale et un suicide économique. Nos économies, déjà quasiment atones, ne peuvent supporter de telles hémorragies ! Et il n'y pas de puissance militaire qui n'ait pas ses propres industries d'armement. C'est d'autant plus absurde, que l'on s'appauvrit alors que l'on a là un formidable moteur de développement, assorti de fructueux marchés à l'export ! C'est absurde et criminel !

Par ailleurs, il ne faut pas confondre « court terme » et « long terme ». La nécessité de doter l'Union et l'Europe libre d'une Défense autonome n'est pas un projet à long terme, mais à court terme, et même à très court terme, ce qui implique de faire avec ce dont nous disposons déjà pour nous mettre à l'abri d'une Russie affaiblie mais très vindicative et qui se réarme à grande vitesse.

Sans oublier que nous devons aussi aider l'Ukraine en difficulté pour résister aux Russes. Il faut donc investir d'une façon urgente et pertinente dans nos tissus industriels pour que nos armes soient de plus en plus européennes et performantes… et penser en permanence au Facteur TEMPS et aux procédures, déjà abusives en temps de paix, qui doivent être très allégées en temps de guerre, ou précédant une guerre.

Nous sommes dans l'urgence et non dans des projets qui ne pourraient aboutir que dans une décennie et en ayant toujours une organisation inepte.

Sans court terme, il n'y aura pas de long terme, car l'Union n'existerait plus !

Poutine ne nous craint pas !

Le « Plan russo-américain pour l'Ukraine » en vingt-huit points, rendu public en décembre 2025, a donné l'opinion de Poutine sur nos défenses. Le point 11 dit :

« L'Ukraine est éligible à l'adhésion à l'Union européenne et bénéficiera d'un accès préférentiel à court terme au marché européen pendant que cette question est à l'étude. » … Ce sont les Russes qui décident pour nous ! Une « gifle » de plus.

Avant le point 11 il y a le point 7 qui interdit formellement une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN ! Manifestement, il ne craint pas les vingt-sept armées indépendantes de l'Union… Mais il craint les armées organisées de l'OTAN !

Donc je persiste dans mes préconisations et je signe !

Organisation actuelle

Vingt-sept Armées indépendantes : une caricature de défense irréfléchie, aussi dispendieuse qu'inefficace ! Quelle serait la puissance de l'armée américaine si elle était composée de cinquante armées indépendantes, et non coordonnées ; ou celle de l'OTAN avec trente-quatre armées autonomes ?

Comme indiqué précédemment notre non-organisation est une ruineuse et dramatique ineptie !

BUDGETS MILITAIRES INIQUES

La part du Produit Intérieur Brut (PIB) consacré par les États aux dépenses militaires en 2022 et 2024 (sources OTAN / SIPRI / EUROSTAT) est édifiante. Elle montre une absence totale de solidarité entre eux, et une déconnection des réalités militaires !

Selon les sources, les montants varient un peu mais sont dans les mêmes ordres de grandeur. 2022 est une année un peu particulière, mais ni la Covid ni les évolutions récentes ne changent fondamentalement le problème soulevé ici.

Moyenne des budgets militaires en % des PIB :

	2022	2024
– Pays les plus riches (9) :	1,07 %	1,66 %
– Pays du milieu (9) :	1.55 %	1,91 %
– Pays les plus pauvres (9) :	2,16 %	2,49 %

À titre de comparaison, ceux en 2022 des principaux pays occidentaux, en % et en Mds US$:

– États-Unis :	3,52 %	811 Mds US$
– Royaume-Uni :	2,29 %	73 Mds US$
– France (11^{e} PIB/tête) :	2,10 %	59 Mds US$
– Allemagne (8^{e} PIB/tête) :	1,53 %	65 Mds US$
– L'Italie (12^{e} PIB/tête) :	1,41 %	30 Mds US$

Les contributions des pays au PIB de l'Union (PIB), au Budget Militaire (BM) et le Rapport BM/PIB en 2022 étaient les suivants :

	PIB	BM	BM/PIB
– 9 plus riches :	48 %	41 %	0,85
– 9 du milieu :	40 %	43 %	1,075
– 9 plus pauvres :	12 %	16 %	1,33

Parmi les neuf pays les plus riches, figurent les paradis fiscaux internes à l'Union !

Un sérieux rappel à la morale et à la décence s'impose !

La règle d'une vraie Union voudrait – au minimum – que tous les pays aient le même pourcentage de leur PIB consacré à la défense. Et il me paraîtrait plus équitable de pondérer le taux appliqué à chaque pays par son indice de richesse, ce qui augmenterait les montants des plus riches, et diminuerait ceux des plus pauvre. Ce serait d'autant plus équitable que les combattants seront majoritairement composés de ressortissants des pays les plus pauvres, qui paieraient ainsi un fort impôt du sang en cas de guerre.

En 2022, le budget total pour la Défense de l'Union s'élevait à 270 Mds US$, soit pratiquement celui de la Chine et 3,75 fois celui de la Russie ! Les coûts de celle-ci doivent y être très inférieurs aux nôtres, et elle dispose de stocks d'armes colossaux hérités de l'URSS, stocks que sa guerre en Ukraine a dû largement entamer. Mais, avec un budget aussi faible – avant corruption – comment peut-elle financer ses armées, développer des armes très coûteuses et maintenir opérationnel son énorme stock de têtes nucléaires ?

Il est aussi intéressant de noter que la moyenne d'âge des principaux concepteurs des armements les plus sophistiqués serait très élevée, que leur relève ne serait pas assurée… et que les meilleures compétences étaient en Ukraine !

Le SIPRI, Institut International de Recherche sur la Paix de Stockholm, collecte les budgets militaires de tous les pays.

Tableau mis à jour le 5 mai 2025.

chesse décroissante	**PIB 2023**	**% PIB 2023**	**Popula. 2023**	**PIB/Hab. 2023**	**B. M. 2022**	**B. M.* 2024 ****
Luxembourg	86	0,5%	0,672	127 976	0,57	**1,3**
Irlande	551	3,0%	5,344	103 106	0,25	***0,2***
Danemark	407	2,2%	5,961	68 277	1,41	**2,4**
Pays-Bas	1 154	6,2%	17,943	64 315	1,45	**2,1**
Autriche	512	2,8%	9,159	55 901	0,87	**1,0**
Suède	585	3,1%	10,552	55 440	1,19	**2,1**
Belgique	645	3,5%	11,832	54 513	1,12	**1,3**
Allemagne	4 526	24,3%	83,445	54 239	1,53	**2,1**
Finlande	295	1,6%	5,604	52 641	1,26	**2,4**
France	3 052	16,4%	68,402	44 619	2,10	**2,1**
Malte	22	0,1%	0,563	39 076	0,50	***0,8***
Italie	2 301	12,4%	58,990	39 007	1,41	**1,5**
Chypre	34	0,2%	0,934	36 403	1,91	***1,8***
Espagne	1 620	8,7%	48,610	33 326	1,02	**1,3**
Slovénie	69	0,4%	2,124	32 486	1,28	**1,3**
Rep. Tchèq.	343	1,8%	10,901	31 465	1,42	**2,1**
Estonie	41	0,2%	1,375	29 818	2,28	**3,4**
Lituanie	80	0,4%	2,886	27 720	2,03	**2,9**
Portugal	289	1,6%	10,640	27 162	1,54	**1,6**
Slovaquie	133	0,7%	5,425	24 516	1,73	**2,0**
Grèce	244	1,3%	10,397	23 468	3,82	**3,1**
Lettonie	42	0,2%	1,872	22 436	2,27	**3,2**
Hongrie	212	1,1%	9,585	22 118	1,60	**2,1**
Pologne	809	4,4%	36,621	22 091	2,10	**4,1**
Croatie	84	0,5%	3,862	21 750	2,79	**1,8**
Roumanie	351	1,9%	19,064	18 412	2,02	**2,3**
Bulgarie	102	0,5%	6,445	15 826	1,56	**2,2**
	18 589	**100,0%**	**449,208**	**41 382**	**1,59**	**2,02**

* Budgets Militaires % du PIB - **Les % soulignés et en italique sont de 2023

En 2024, le Produit Intérieur Brut des 27 était de 18 000 Mds€. 2 % consacrés au budget de la Défense auraient donné 360 Mds€, soit le budget chinois, 2,5 % en auraient donné 450, et 540 avec 3 % !

Dépenser 360 milliards ou plus et ne pas être capable d'assurer la défense de l'Union, c'est tout simplement une honte ! Quand nos plus hauts responsables réaliseront-ils le scandale financier dramatique engendré par cette situation, doublé par une part d'importation de l'ordre de 70%, hormis pour la France qui s'arme très majoritairement en France et dans l'Union.

En conclusion, l'organisation militaire européenne actuelle est la pire qui puisse être imaginée… avec des achats qui pénalisent gravement nos économies ! Les caprices des uns et des autres ne sont pas acceptables quand il s'agit de la survie de tous. Par ailleurs, en 2026-2027, les astres sont alignés pour nous permettre de changer de politique et de couper le « cordon » avant qu'il ne nous étrangle.

Les budgets de 240 Mds € en 2022 et de 360 en 2024 ont un côté positif : ils montrent qu'avec une organisation pertinente, nous pourrions avoir une défense très forte sans dépenser plus ! Et, en faisant contribuer les pays les plus riches d'une façon équitable, nous aurions encore plus ! Par ailleurs, ces dépenses en forte croissance finissent par nous assurer un gros potentiel d'armes conventionnelles.

Organisation préconisée

REFLEXIONS LIMINAIRES

L'Art de la Guerre

La guerre est un Art qui ne s'improvise pas… et qui vient de connaître une véritable révolution. Il n'y a rien de commun entre la guerre de 2022-23 en Ukraine, très 14-18, avec celle menée maintenant, d'abord par les Ukrainiens, puis par les Russes, doublée d'agressions cyber et hybrides des Russes contre nous… alors que nous ne sommes pas en guerre contre eux.

Il faut que nos militaires, novices comme aguerris, en prennent conscience rapidement, et cessent de faire des entraînements à l'ancienne… qui montrent que nous n'avons pas évolué, ou trop peu.

Les Combattants

L'Europe démocratique représente une quarantaine de Nations. Il ne faut pas compter sur les « Appelés » qui seront difficiles à convaincre pour aller défendre un pays loin de chez eux. Seuls les « Engagés », militaires d'active, devraient être prêts à intervenir.

Aussi faudrait-il constituer des Légions européennes de volontaires prêts à s'engager. Ces recrutements se feront moins difficilement dans les pays les plus pauvres que chez les plus riches. Et, basé sur l'expérience de 14-18, pour contribuer au moral des troupes, il faudra rassembler les recrues par nationalité et régions, le mélange pouvant se faire par la suite.

Une autre source : des immigrés, comme évoqué dans le chapitre « Migrations » pour constituer une « Légion étrangère ».

Une chose me frappe, c'est le côté « corseté » des responsables qui évoquent les questions militaires : les frontières des pays semblent infranchissables alors que l'Union les a abolies. Vaut-il mieux un « malgré-nous » Allemand à un Bulgare ou Roumain volontaire ?

Les gros Équipements

Pour de multiples raisons évoquées précédemment, il faut que nos gros équipements, avions, chars, missiles, canons, etc. soient de conception et de fabrication européennes le plus rapidement possible. Pour chaque famille et sous-familles de ces équipements, il est prudent d'avoir deux sources, et comme il y a plusieurs sous-familles, il faudrait les répartir en autant de paires de constructeurs européens, afin de bien couvrir l'ensemble des familles et de mobiliser tous les industriels potentiellement concernés. Par ailleurs, il faudrait arrêter les grands projets, comme était le SCAF, lancé en 2017 pour un horizon à 2040 avec un budget de 100 milliards, délai et budget qui auraient été très largement dépassés ! Or, en raison des évolutions très rapides des techniques de combats, qui peut connaître les besoins en 2040-50 ?

Je pense qu'il faudrait sélectionner et aider « **deux couples binationaux d'entreprises leaders dans leur domaine** » pour assurer la conception puis l'assemblage des ensembles et sous-ensembles réalisés par leurs fournisseurs et leurs sous-traitants, qui sont des centaines de sociétés parfois assez petites, toutes devant être protégées d'attaques par des drones et autres agressions. Il ne faut pas multiplier les « leaders », comme c'est le cas actuellement, et prendre exemple chez les trois grandes puissances.

Ceci devrait être organisé et suivi par l'entité DMU à créer, et non par les chefs d'État qui défendent les intérêts ou la primauté de leurs entreprises, ou qui n'ont pas une vue globale des besoins futurs, ce qui se traduit par des retards, avec une dérive des coûts afférents, pour un résultat souvent dégradé.

Parmi les nombreuses raisons qui ont conduit à l'abandon du SCAF, je pense qu'on peut en citer au moins deux :

- Les Français voulaient une version pouvant aponter sur un porte-avions, mais pas les Allemands car ils n'ont pas et n'auront sans doute pas de raisons d'en avoir.
- Dassault, principal partenaire avec Airbus, ne voulait pas partager avec lui ses secrets de conception développés pour ses Rafales des versions à venir, et il se pense capable de concevoir un « SCAF Dassault » plus rapidement et moins cher…, ce qui est assez probable.

L'organisation préconisée devrait fortement diminuer ces errements, et les industriels pourraient intégrer les innovations dans leurs productions afin de les tester en utilisations réelles.

QUELLE DEFENSE ?

L'Union pourrait envisager sa défense de trois façons :

1. Une Armée européenne ;
2. Vingt-sept armées indépendantes, comme actuellement ;
3. Vingt-sept armées sous un Commandement Commun : une « *OTAN européenne* ».

La réponse me semble évidente :

- Avoir une armée européenne impliquerait d'être un État Fédéral. C'est un objectif trop lointain.
- Avoir des armées indépendantes est une organisation irresponsable, ruineuse, inefficace et non dissuasive pour notre adversaire, la Russie. C'est aussi l'anarchie actuelle qui saborde nos industries de défense et de hautes technologies et qui coûte très cher pour un résultat nul !
- Reste la troisième option : Vingt-sept armées, en fait une douzaine, équipées pour combattre comme on le verra plus loin, sous un Commandement Commun, qui donnerait naissance à une « **OTAN européenne** », composée des pays de l'Union et de pays amis, européens ou pas, alliée si possible mais non nécessairement, à une « OTAN américaine », ou aux États-Unis.

Il faut bien avoir conscience qu'une armée efficiente est infiniment plus que des chars, des avions, des soldats alignés dans des casernes ou sur des champs de bataille. La « *deuxième armée du monde* » en a fait une démonstration éclatante en 2022 en Ukraine… et la « *Première* » en 2026 en Iran. Quant aux Ukrainiens, ils sont lourdement handicapés par la grande diversité des matériels dont ils disposent, et par ceux qui leur manquent.

Pourrions-nous croire en la pertinence d'une défense sans une autorité supérieure unique quand elle est composée de troupes de vingt-sept nationalités et vingt-quatre langues officielles, soumises à autant de gouvernements et de parlements, qui, pour des raisons géographiques, historiques, politiques ou constitutionnelles, ont des comportements différents à l'égard des conflits, voire refuseraient d'intervenir pour diverses raisons plus ou moins légitimes. Sans oublier les pays qui continueraient à s'exonérer de participer, au moins financièrement, à la Défense commune !

Il est donc urgent de créer ce « **Commandement Commun** », qui organisera, dirigera, coordonnera la Défense des Membres de l'Union. Il devra avoir un mandat des États de l'Union pour être en mesure de prendre toutes les décisions qui s'imposeront pour remplir ses missions, sachant que ces décisions devront être prises très rapidement et dans le plus grand secret. Ceci serait inenvisageable s'il fallait l'accord des Vingt-Sept, accords soumis aux gouvernements puis aux Parlements pour la plupart d'entre eux.

Il faudra aussi, pour que nos armées soient performantes, concentrer l'essentiel des moyens sur les pays les plus exposés, et là où ce sera nécessaire, pour notre sécurité, dans le cadre de nos alliances, ou pour des causes humanitaires. Par exemple, les moyens lourds (chars, canons…) seront plus nécessaires au nord qu'au sud, à l'est qu'à l'ouest.

D'autre part, il est indispensable que les soldats soient encadrés par des sous-officiers et des officiers bien formés, aguerris, proches d'eux, et qui disposent d'une grande autonomie sur leurs zones de combats. L'expérience des officiers ukrainiens sera précieuse pour l'organisation de notre défense. Précieuse aussi, « *l'Opération militaire spéciale* » qui est riche d'enseignements. Nous avons eu sous nos yeux un condensé de ce qu'il fallait faire, montré par les Ukrainiens, et ne pas faire, montré par les Russes de la première année de guerre… et, hélas, par les Occidentaux !

Rien n'a été anticipé au sujet de la fourniture des équipements et des munitions aux Ukrainiens alors qu'il était évident qu'ils n'avaient pas les moyens matériels de résister aux Russes sans aides extérieures. Nos États-Majors pouvaient prévoir leurs besoins, et se consulter entre eux afin qu'avant même qu'il ne soit décidé de les leur fournir, nous aurions pu, dû, les recenser, les préparer, les fabriquer et former des Ukrainiens pour les leur livrer dès la décision prise, et non pas six mois à un an après, avec des milliers de morts en plus… Quant à l'objectif Américain qui était d'utiliser les Ukrainiens pour « *user* » le plus possible les Russes, sans les vaincre, était criminel ! La Russie doit être défaite rapidement, sinon ce sera l'Ukraine, puis les suivants de la liste de Poutine qui le seront ! Le but de l'Ukraine n'a jamais été de conquérir des territoires russes : il n'est que de récupérer les siens. Une défaite russe ne serait que l'échec d'une tentative illégale de conquête de territoires.

Cette guerre nous a également montré combien l'encadrement des soldats est important pour le bon déroulement des opérations, pour leur comportement au combat, et pour leur moral.

J'ai aussi été très frappé par l'attitude de nos hauts responsables : la lenteur de leurs réactions, leur passivité, leur insouciance, comme s'ils assistaient à une fiction !

Le facteur TEMPS est important en période de paix. Il est primordial en cas de guerre ! Il doit toujours être présent à l'esprit des personnes impliquées dans les processus de décision et d'action.

Par ailleurs, en ayant mis des lignes rouges en raison du nucléaire russe, les Occidentaux ont considérablement retardé les Ukrainiens et ont fait de cette arme de dissuasion une formidable arme de conquête pour les autocraties… sans avoir à l'utiliser !

Quant à nous, nous aurions dû nous mettre tout de suite en « *régime de guerre* », d'autant plus que Poutine avait indiqué plusieurs fois la liste des pays qu'il veut annexer, pays qui sont pour la plupart membres de l'Union ! En général, face à un grave danger, un groupe serre les rangs, s'unit, se concerte, s'organise. Rien de tel n'a eu lieu dans ce que l'on a de plus en plus de mal à appeler l'Union… la seule union a consisté à compter sur la très hypothétique « *Ombrelle américaine »*. Un peu d'amour-propre, de fierté, de réalisme, Mesdames et Messieurs ! Là aussi, une page est tournée, l'Europe ne peut et ne doit compter que sur elle-même… Enfin !

Le temps de l'émancipation n'a que trop tardé !

REGIONS MILITAIRES SUGGEREES

Sur le plan militaire, les pays de notre Europe du nord et de l'est, face à la Russie, n'ont rien de commun avec ceux du sud et de l'ouest. D'où la nécessité de créer des Régions militaires qui rassemblent les pays ayant des problématiques similaires afin d'avoir une meilleure coopération entre les pays des Régions et une répartition appropriée des moyens de défense.

Je suggère :

1. **Baltique** : 110 mH (Millions d'habitants)

   Pologne – Suède – Finlande – **Estonie** – Lettonie – Lituanie – Danemark – *Ukraine* – [*Norvège ?*] – [*Moldavie ?*]

2. **Centre** : 136 mH

   Allemagne – Pays-Bas – Autriche – Slovaquie – Tchéquie – Hongrie.

3. **Sud-Est** : 45 mH

   Roumanie – Bulgarie – *Géorgie – Kosovo – Moldavie – Macédoine du Nord – Serbie.*

4. **Méditerranée – Adriatique** : 84 mH

   Italie – Malte – Grèce – Chypre – Croatie – Slovénie – *Albanie – Bosnie Herzégovine – Monténégro*.

5. **Atlantique** : 143 mH

   France – Espagne – Portugal – Irlande – Luxembourg – Belgique.

Les pays candidats sont en italique. Les membres des Comités de Défense et de Direction (à venir) sont en gras : Allemagne, France, Italie pour les « Occidentaux ». Pour les ex-pays de l'est : Pologne, Roumanie, et Estonie, qui représentera aussi les petits pays de l'Union et qui est très développée dans le Cyber, en attendant que l'Ukraine rejoigne l'Union. L'Estonie codirigerait la Région Baltique avec la Pologne. Les six pays de ces Comités représentaient en 2025, 60 % de la population et du PIB, et environ 56 % des contributions à la Défense.

Dans l'optique d'attaques russes, l'Allemagne (Région 2), devrait être très proche de la Pologne (Région 1) et de la Roumanie (Région 3), qui serait aussi proche de l'Italie (Région 4).

Quant à la France (Région 5), elle devrait être en relation étroite avec l'Italie pour la Méditerranée et avec les Partenaires associés à notre Défense, dont le Royaume Uni…

Couverture par Satellites et Internet

L'Union devrait être en mesure de fournir rapidement aux Ukrainiens une surveillance satellitaire en temps réel et une couverture Internet sécurisée sur l'Ukraine, la Russie européenne et la Biélorussie, avec des milliers de terminaux militarisés, pour remplacer « *Starlink* » au cas où Elon Musk, à son initiative ou à la demande de Donald Trump, décidait de retirer aux Ukrainiens l'accès à son réseau et, pire encore, de le fournir aux Russes ?

La couverture du champ des opérations par des satellites et un réseau internet sont deux urgences absolues pour notre défense.

Defense des Democraties d'Europe

Les statuts de l'Union Européenne n'incluant pas la Défense dans ses prérogatives, celle-ci relève des États membres. C'est une opportunité qu'il faut absolument saisir pour créer, comme cela fut fait pour l'Euro, une entité chargée de la Défense des Démocraties d'Europe – DDE – avec une organisation inspirée de celle de l'OTAN, mais simplifiée et sans l'unanimité et le droit de véto.

Pour ce faire, il faudrait commencer par créer la « Défense des Membres de l'Union », la DMU, puis l'élargir aux Démocraties européennes qui le souhaiteraient pour aboutir à la DDE.

Dès sa création, la DMU deviendrait membre de l'OTAN à la place de ses Membres jusqu'à la constitution de la DDE. Elle se retirerait alors de l'OTAN et deviendrait le membre principal de la DDE dans laquelle elle jouerait le même rôle que les États-Unis à l'OTAN. La DDE deviendrait partenaire de l'OTAN si les États-Unis sont encore nos alliés.

Organisation de la DMU

1. **Création du Comité de Défense de la DMU, puis du Commandement Commun des Armées, membres de la DMU.**

   Le Comité de Défense de la DMU sera composé des six représentants des pays responsables d'une Région et de leurs Chefs d'État-major, de celui de la DMU, du Commissaire à la Sécurité de la Commission de l'Union, qui assurera le lien entre la DMU et la Commission.

Ce Comité devra être présidé par le Président de la DMU, qui aura une voie double, comme l'Ukraine quand elle pourra y siéger, et la France pour les questions liées au nucléaire, aux bases militaires et aux opérations hors zone européenne.

Dès la création de cette entité, je recommande fortement que l'Ukraine soit une invitée permanente, car elle est la seule à avoir l'expérience de la guerre actuelle de haute intensité, une bonne connaissance des militaires russes, et de la mise en œuvre, avec quel talent et si peu de moyens, des technologies nouvelles : drones aériens, marins et sous-marins, défense antiaérienne, adaptations et créations d'engins balistiques, etc.

2. Répartition des rôles des armées de la DMU

Les armées des pays seront dirigées par leurs propres hiérarchies militaires, elles-mêmes sous l'autorité des États-majors du pays responsable de leur région militaire et de la DMU. Elles se répartiront en quatre catégories pour être aussi performantes que possible dans leurs domaines et complémentaires entre elles, les plus importantes pouvant cumuler plusieurs rôles.

a. Les armées équipées, formées, entraînées pour la nouvelle guerre conventionnelle de haute intensité : je pense aux moyens et grands pays des flancs nord et est de l'Union, exposés à la Russie : Pologne, Allemagne, Pays Scandinaves et ceux de la Baltique, Roumanie, Bulgarie, l'Ukraine quand elle aura rejoint l'Union ;

b. Les armées chargées de la logistique des champs de bataille : transports, maintenances, travaux, intendances, santé, internet, etc., en appui des armées combattantes précédentes. Les pays de l'ouest et du sud ;

c. Les armées destinées aux combats asymétriques qui devront être autonomes et intervenir très rapidement loin de leurs bases : terrorisme, humanitaire, bases à l'étranger, etc., ou en renfort des armées précédentes. Les pays du sud : France, Italie, Espagne, Portugal… ;

d. Les Armées des petits pays se spécialiseront, notamment dans les drones, les cyberdéfenses et attaques, etc. Elles interviendront en support des armées combattantes, et / ou leur serviront de bases arrière. Elles devront aussi avoir une bonne mobilité hors de leurs frontières ;

e. Les renseignements, la gestion des réseaux sociaux, le médical, les *psys*… les aides au développement, etc. seront mis en commun, et en support dans les conflits.

3. Financement de la DMU et retombées économiques

Le financement du militaire, du spatial, de la sécurité, des interventions, des investissements de ces domaines, de la recherche et des développements, du numérique sous toutes ses formes, de l'IA, seront pris en charge par la DMU, puis par la DDE.

Chaque pays lui versera une contribution basée sur son Produit Intérieur Brut, pondéré par son indice de Richesse en euros, comme indiqué précédemment. La DMU pourra alors financer les achats de matériels, européens agréés par son État-major, et étrangers en l'absence de solutions européennes à court terme.

Toutes les grandes puissances militaires ont leurs propres industries de défense, c'est fondamental pour la disponibilité des équipements, la sécurité de leurs emplois et pour disposer des versions les plus performantes. Il ne peut pas en être autrement pour notre Défense européenne, outre les retombées technologiques et économiques très importantes, indispensables pour notre développement et notre indépendance. Il faut aussi savoir qu'un choix de matériel engage les armées pour plusieurs décennies, et que nos armes ne doivent être soumises à aucune restriction, autorisation ou limitation de la part de pays étrangers, tout comme les interventions, qui seront décidées par le Comité de Défense. Ce qui implique aussi d'avoir la liberté d'usage des composants intégrés dans nos armes.

Une DMU autonome sera très dissuasive pour la Russie !

Le Commissaire en lien avec la DMU, si possible un haut gradé aguerri, sera chargé de la Sécurité et du tissu industriel lié à la Défense et à l'Espace des pays participant à la DMU, avec un rôle de

coordonnateur et d'animateur. Il sera en liaisons étroites avec ses homologues des pays. Il aura un Adjoint qui prendra en charge les aspects administratifs et financiers. Tous deux agiront sous l'autorité du Comité de Défense qui prendra toutes les décisions de son ressort, les États lui ayant donné une délégation permanente dont les contours auront été bien définis.

Le budget militaire servira aussi à développer une industrie militaire et spatiale au meilleur niveau, avec nos propres composants et des composants du marché libres de droits.

Il faudra structurer nos industries autour des meilleures compétences dans chaque domaine afin que nos armées soient équipées, pour l'essentiel, en matériels européens qui soient compatibles, communicants, très performants, et qui répondent aux normes DMU-DDE/OTAN. Il faudra aussi toujours disposer de deux filières indépendantes pour les équipements importants, qui soient en partie complémentaires mais substituables.

Il est aussi important de rappeler que la Recherche et les Développements pour le militaire et le spatial permettent de se maintenir aux meilleurs niveaux dans la plupart des technologies de pointe, avec de nombreuses retombées civiles si assez de moyens leur sont consacrés.

En matière militaire, on n'exporte que les matériels qui équipent ses propres armées. Ces exportations abaissent les prix de revient et contribuent aux financements des recherches et développements, ainsi qu'à la compétitivité des industries militaires et connexes.

Quant aux autorisations d'importer et d'exporter des matériels militaires ou de haute technologie, elles devront relever, non des pays, mais du Comité de Défense.

Jean-Yves Le Drian, cinq ans ministre de la Défense du Président Hollande, puis cinq ans ministre des Affaires étrangères du Président Macron, a dit au sujet des ventes d'armes :

> « Il y va de notre sécurité. Pour être maître de notre défense, il faut en avoir les moyens, et cela coûte très cher en recherche et développement. Il faut donc trouver des partenaires stratégiques, avec des contrats fermes pour moderniser et renouveler notre outil. »

Il est urgent d'arrêter l'individualisme, où chacun développe ses propres armes ou, surtout, les achète à l'étranger, ce qui est une ineptie mortifère, et une trahison à l'égard de l'Union ! Il faut aussi penser aux logiciels, aux maintenances, aux supports dans les zones de combat, à leurs évolutions techniques, aux formations et à la logistique sur les champs de bataille, aux redondances et aux manques.

Et penser à l'aspect économique pour l'Union dans son ensemble : tout achat à l'étranger est une perte sèche pour son économie. Acheter dans l'Union, c'est plus de PIB et de ruissellement de PIB, donc plus de richesse, plus d'emplois et plus de rentrées fiscales. Par ailleurs, comment vendre nos avions, nos chars, etc. si nous utilisons ceux de nos concurrents ?

Trois remarques s'imposent :

- Chaque pays va vouloir conserver ses « *prés carrés* ». Certes, mais la politique acheter européen et la volonté de réduire nos dépendances dans le numérique, notamment, vont grandement développer les activités dans la plupart des secteurs et, ainsi, tous les pays pourront être largement bénéficiaires, « *prés carrés* » conservés ou pas.
- Pour chaque type d'arme importante, idéalement il faut avoir deux sources, voire trois, mais pas quatre ou cinq comme actuellement pour certaines. Multiplier les sources est un gâchis économique et un problème supplémentaire sur les champs de bataille. Les Ukrainiens l'ont beaucoup vécu et s'en plaignaient dans les premières années de la guerre.
- Aucun pays de l'Union ne peut, ne pourra, affronter seul la Russie, ce qui impose de nous unir, et donc de nous organiser en conséquence. Mais la plupart des pays exposés à la Russie raisonnent comme s'ils étaient seuls face à elle… avec les Américains pour venir à leur secours, ce qui est devenu une bévue totale. Leur ambassadeur auprès de l'OTAN a précisé que nous étions leur quatrième priorité ! C'est « Aide-toi, le Ciel t'aidera ».
  Est-ce qu'une douzaine de petites armées, composées de néophytes face à des armées russes aguerries, vont nous aider ? Certainement pas. Reste alors le Ciel… pour ceux qui y croient.

Alors qu'ensemble, nous sommes trois fois plus nombreux que les Russes et Poutine devrait éviter de se mettre dans une nouvelle galère.

4. Nucléaire militaire

Le nucléaire militaire est indispensable dans un monde où de plus en plus de pays en disposent, ou en disposeront. Par ses menaces, Poutine en a fait la promotion en violation des accords de non-prolifération, qu'il a signés ! La France le détient en totale autonomie. Par ailleurs, elle a conclu un accord avec la Grande-Bretagne pour se coordonner avec elle dans ce domaine et elle propose à ses partenaires d'élargir sa zone de couverture. Déjà une dizaine de pays ont répondu positivement à la proposition du Président pour une « **dissuasion avancée** ».

Arme dissuasive par excellence à condition de rester ambigu au sujet de son emploi, ce nucléaire *français* devrait couvrir l'Europe quand la DMU puis la DDE seront opérationnelles. Il pourra alors être développé, mais devra rester géré par la France sous mandat du Comité de Défense. Il devra remplacer le nucléaire américain, et tous les vecteurs, terrestres, aériens, marins et sous-marins devront être exclusivement européens.

La Couverture Nucléaire ne se résume pas aux têtes américaines qui pourraient être larguées, encore faudrait-il que les avions qui les portent puissent atteindre leurs cibles et qu'elles soient activées par le Président américain, à la demande du Président du pays qui les détient[1]. Les deux seraient responsables au regard de l'ennemi visé… mais surtout celui qui a fourni les ogives. Même chose pour les bombes françaises qui engageront l'Union et la France : elles seront activées par la France, en accord avec la DMU-DDE. Aussi, s'équiper aujourd'hui d'avions américains pour pouvoir embarquer leurs bombes est un non-sens, c'est regarder dans le rétroviseur, d'autant que tout lancement d'une bombe nucléaire doit être coordonné par l'État-major avec les autres lanceurs, et en particulier avec les sous-marins dont les positions ne sont connues que de rares officiers supérieurs des États-Majors concernés, respectivement américains, anglais ou français.

En Europe, seuls les officiers supérieurs Français et Britanniques ont la « *Culture Nucléaire* », culture qui ne s'improvise pas.

Par ailleurs :

- Le nucléaire est l'arme de l'ultime recours. Pour dissuader la Russie et ses alliés de nous attaquer, ou de nous défier, il ne faut compter que sur nos seules défenses conventionnelles qui doivent être aux meilleurs niveaux et en quantités suffisantes !
- Poutine sait que notre nucléaire peut lui faire très mal… mais, en réponse, il pourrait vitrifier la France, raison majeure qui rend inenvisageable le partage de la « *clé* » !

5. Personnels Militaires

Il faut que les armées de l'Union appelées à combattre soient très majoritairement composées de militaires de carrière, d'engagés et de réservistes bien formés, tout en sachant que la majorité des combattants se recruteront dans les pays les plus pauvres, car les soldes seront assez attractives pour eux et les formations techniques qu'ils recevront leur assureront un métier qualifié à leur retour à la vie civile.

L'armée française dispose d'une « *Légion étrangère* » créée en 1831. Les armées américaines ont des non-Américains qui s'engagent pour obtenir la nationalité américaine. C'est aussi le cas des Légionnaires qui acquièrent automatiquement la nationalité française s'ils ont été blessés au combat.

Faute d'avoir assez de volontaires nationaux, pourquoi les pays concernés n'engageraient-ils pas des volontaires venant d'autres pays de l'Union qui formeraient des « *Légions européennes* » ? Et des migrants, qui formeraient une « Légion étrangère », ce qui leur

[1] Voir à ce sujet l'article, en annexe, de Vincent Lamigeon du 1er mars 2026 de Challenges.

permettrait d'obtenir une solde, un visa puis, à terme s'ils ont combattu, une citoyenneté européenne pour eux et leur famille ? Ce serait une façon positive de gérer une partie de l'immigration.

Une fraction de leurs soldes pourrait être versée à un compte épargne géré par un Fonds souverain de l'Union en vue de leur retour à la vie civile et de leur retraite, un des buts étant d'éviter les évasions liées à la corruption et autres perversions. Ainsi, leurs pays d'origine bénéficieraient d'une aide indirecte substantielle et légitime pour leur développement.

Il faut former le plus rapidement et intensément possible une hiérarchie de militaires qui se seront engagés pour au moins une dizaine d'années. Ceci se prépare bien avant que les Russes ne nous attaquent. Il faut aussi former des réservistes, et ne se poser la question d'un potentiel engagement d'appelés que quand le danger se sera rapproché.

6. Régions militaires

Prenons l'exemple des trois Pays baltes : ils sont 6 millions avec un PIB de 160 milliards. 2 % pour la défense font 3,2 milliards et 4 % en font 6,4 !

Que peuvent-ils faire face à une agression russe ?

Ils ne peuvent rien faire seuls, d'où l'importance de ces régions militaires pour les interventions de l'avant. D'où aussi la nécessité de ne plus raisonner au niveau des pays ou de l'ensemble de l'Union, mais de ces Régions. Les défenses terrestres de la région attaquée interviendraient en premier avec le soutien des forces aériennes des autres régions. Puis, le temps d'arriver, leurs défenses terrestres et navales pourraient venir en renfort.

7. Règle à officialiser

En plus de la dissuasion liée à une défense forte, visiblement bien organisée et réactive, dotée d'une dissuasion nucléaire crédible, il faudrait que la DMU / DDE annonce la règle suivante : si un membre de la « *Famille européenne* » est attaqué, nous nous réservons le droit de contre-attaquer sur l'exclave de Kaliningrad, et sur une profondeur allant jusqu'à 5 000 km (à fixer) sur les sites stratégiques de l'agresseur, tout en rappelant que la DMU / DDE, comme l'OTAN, sont des organisations de défense, pas de conquête, et qu'elles ne tiendront aucun compte des chantages au nucléaire ou autres. C'est aussi une réponse aux menaces nucléaires russes.

8. Bases à l'étranger

Sauf erreur de ma part, la France est le seul Membre de l'Union à avoir un réseau de bases et des accords militaires hors d'Europe. Elles seront d'autant plus nécessaires que la DDE sera une grande puissance. Elles devront être développées et cogérées par la France et la DMU / DDE.

Les moyens de transport aériens actuels permettant de les renforcer très rapidement si nécessaire, elles n'auront plus de gros besoins permanents, sauf exceptions.

Par ailleurs, certaines pourraient être utilisées par des Services secrets, des Diplomates, des antennes commerciales, pour des actions de « *soft power* » …

9. Contributions financières des Pays à la Défense

a. Retards de contributions

Il y a des années que les membres de l'Union étaient censés consacrer au moins 2 % de leur PIB à leur Défense. La faiblesse de nos contributions dans le cadre de l'OTAN nous a beaucoup été reproché, à juste titre, par les Américains. Il ne serait que justice, que chacun rattrape son retard pour le montant qui résulte du calcul suivant : PIB x (2 % – taux effectif) fait sur un arriéré de dix ans, ou de l'année 2018 avant l'apparition de la pandémie, multiplié

par dix, voire plus. Si cette mesure est adoptée, le calcul devrait être fait selon le modèle ci-après, ici basé sur l'année 2022, avec le résultat multiplié par 5. On verra plus loin un autre rattrapage.

Pays	**PIB**	**BM %**	**Rattrapage**
2 % - 5 ans		**2,00**	
Allemagne	3 867,0	1,53	90,875
Autriche	447,7	0,87	25,295
Belgique	552,5	1,12	24,310
Bulgarie	84,6	1,56	1,861
Chypre	27,0	1,91	0,122
Croatie	67,4	2,79	- 2,662
Danemark	376,1	1,41	11,095
Espagne	1 327,0	1,02	65,023
Estonie	36,2	2,28	- 0,507
Finlande	266,7	1,26	9,868
France	2 642,0	2,10	- 13,210
Grèce	208,0	3,82	- 18,928
Hongrie	170,3	1,60	3,406
Irlande	502,6	0,25	43,978
Italie	1 909,0	1,41	56,316
Lettonie	39,1	2,27	- 0,528
Lituanie	66,8	2,03	- 0,100
Luxembourg	78,1	0,57	5,584
Malte	16,9	0,50	1,268
Pays-Bas	941,2	1,45	25,883
Pologne	654,6	2,10	- 3,273
Portugal	239,0	1,54	5,497
Rep. Tchèque	276,6	1,42	8,021
Roumanie	286,4	2,02	- 0,286
Slovaquie	107,7	1,73	1,454
Slovénie	59,0	1,28	2,124
Suède	557,5	1,19	22,579
TOTAL	**15 807,0**		**365,062**

- **Contributions annuelles au titre de la Défense**

  L'Union devrait imposer une solidarité entre les membres. Je suggère que les contributions à verser à la DMU au titre de la Défense, y compris recherche et développements, interventions, etc., comme indiqué précédemment, soient définies pour chaque pays par son pourcentage du PIB pondéré par son indice de richesse / pauvreté en euros, étant entendu que les pays seront entièrement défrayés de leurs dépenses au titre de la Défense commune.

  En 2024, le PIB par habitant en Standards de Pouvoir d'Achat (SPA) est dans un rapport de 1 à 3,7 entre le plus pauvre (Bulgarie) et le plus riche (Luxembourg). Le même calcul basé sur le PIB en euros des pays donne un écart de 1 à 7,8. Comme les contributions seront en euros, la solution la plus équitable me semble être la pondération sur la base du PIB par habitant en euros.

  En 2022, le rapport SPA était de 1 à 4,4 et en € de 1 à 10.

  J'ai fait deux simulations pour un budget de **500 Mds €**, un peu moins de 3 % du PIB de l'Union. La première contribution est basée sur le pourcentage du PIB de chaque pays sur le total de l'Union (colonne 5). La seconde est en pondérant le pourcentage de chacun par son indice de richesse / pauvreté (colonne 6), ce qui a donné un résultat brut dont le total est de 565,3 au lieu de 500. La colonne 7 ramène le total à 500.

  Avec cette pondération, le pays le plus riche contribue 2,8 fois plus que sa participation au PIB et le plus pauvre 2,9 fois moins… mais, très vraisemblablement, sa contribution humaine sera infiniment supérieure à celle du plus riche.

  Ce calcul serait à refaire périodiquement, avec les derniers PIB et nombres d'habitants connus.

	1	2	3	4	5	6	7
Pays	**PIB 2024**	**% PIB 2024**	**Populat, 2025**	**PIB/Hab. 2024**	**/PIB 500**	**/R brut 500**	**/R cor. 500**
Allemagne	4 305,30	24,0%	83,577	51 513	**120,0**	155,1	**137,2**
Autriche	484,20	2,7%	9,197	52 648	**13,5**	17,8	**15,8**
Belgique	614,00	3,4%	11,900	51 597	**17,1**	22,2	**19,6**
Bulgarie	103,70	0,6%	6,437	16 110	**2,9**	1,2	**1,0**
Chypre	33,60	0,2%	0,980	34 286	**0,9**	0,8	**0,7**
Croatie	85,60	0,5%	3,874	22 096	**2,4**	1,3	**1,2**
Danemark	397,00	2,2%	5,993	66 244	**11,1**	18,4	**16,3**
Espagne	1 591,60	8,9%	49,078	32 430	**44,4**	36,1	**31,9**
Estonie	39,50	0,2%	1,370	28 832	**1,1**	0,8	**0,7**
Finlande	276,00	1,5%	5,636	48 971	**7,7**	9,5	**8,4**
France	2 919,90	16,3%	68,636	42 542	**81,4**	86,9	**76,9**
Grèce	237,60	1,3%	10,410	22 824	**6,6**	3,8	**3,4**
Hongrie	206,20	1,1%	9,540	21 614	**5,7**	3,1	**2,8**
Irlande	533,40	3,0%	5,440	98 051	**14,9**	36,6	**32,4**
Italie	2 192,20	12,2%	58,934	37 198	**61,1**	57,0	**50,5**
Lettonie	40,20	0,2%	1,857	21 648	**1,1**	0,6	**0,5**
Lituanie	78,40	0,4%	2,891	27 119	**2,2**	1,5	**1,3**
Luxemb,	86,10	0,5%	0,682	126 246	**2,4**	7,6	**6,7**
Malte	22,50	0,1%	0,574	39 199	**0,6**	0,6	**0,5**
Pays-Bas	1 134,10	6,3%	18,044	62 852	**31,6**	49,9	**44,1**
Pologne	845,70	4,7%	36,497	23 172	**23,6**	13,7	**12,1**
Portugal	285,20	1,6%	10,750	26 530	**7,9**	5,3	**4,7**
Rep. Tch.	318,90	1,8%	10,910	29 230	**8,9**	6,5	**5,8**
Roumanie	353,80	2,0%	19,036	18 586	**9,9**	4,6	**4,1**
Slovaquie	131,00	0,7%	5,419	24 174	**3,7**	2,2	**2,0**
Slovénie	67,00	0,4%	2,131	31 441	**1,9**	1,5	**1,3**
Suède	559,10	3,1%	10,588	52 805	**15,6**	20,7	**18,3**
	17 941,80	100,0%	**450,381**	39 837	**500,0**	565,3	**500,0**

10. Création de la « Défense des Démocraties d'Europe »

L'Union a en sa périphérie des États amis, plus ou moins associés à elle à des titres divers… qui seront de plus en plus nombreux, en raison des comportements de Donald Trump, erratiques et agressifs à nos égards.

La Défense de l'Union – DMU – étant assurée par une entité propre, rien n'interdirait qu'elle s'élargisse pour devenir la DDE qui gèrerait le militaire, le spatial, la sécurité et le renseignement des membres de l'Union et de ceux d'autres Démocraties, avec des adhésions adaptées au cas de chacun, notamment pour leurs industries militaires et connexes.

Je pense aux candidats et futurs candidats à l'adhésion à l'Union, aux membres de l'EEE, au Royaume-Uni, à l'Islande, à la Norvège, à la Suisse, etc.

Cette notion « Europe » pourrait s'étendre aussi à d'autres pays amis, même s'ils ne sont pas européens, comme le Canada, et devenir la DDA : « Défense des Démocraties Amies ».

11. En cas de Conflits

En cas d'agressions subies par un ou plusieurs Membres de la « Famille », de menaces crédibles, de luttes contre le terrorisme, d'actions humanitaires ou autres, le Comité de Défense de la DMU-DDE-DDA et son État-major **s**eront en première ligne. Ils devront avoir tous pouvoirs concernant les actions à entreprendre très rapidement, pour lesquelles ils feront appel aux moyens matériels et humains des États, sans qu'ils n'aient à donner leur accord ou la possibilité de refuser.

Toutes les communications devront se faire dans la plus totale discrétion, par des liaisons hautement sécurisées et les responsables de l'Union et ceux des pays ne devront jamais exprimer leurs désaccords ou leurs états d'âme en public ni, évidemment, divulguer des informations secrètes. « *Le linge sale se lave en famille* » selon l'adage bien connu.

L'État-major de la DMU devrait éditer un petit manuel sur « *Ce qu'un Responsable ne devrait jamais dire ou faire* ». Quelques exemples : Joe Biden qui déclare en février 2022 qu'il n'enverra pas de troupes en Ukraine, ce qui revenait à dire à Poutine qu'il pouvait y aller ; les réactions de hauts responsables européens à une réponse d'Emmanuel Macron à un journaliste le 26 février 2024. L'effet fut désastreux et l'aspect dissuasif rendu nul ! Manifestement, les notions « *de dissuasion* » et « *d'ambiguïté stratégique* » ne leur étaient pas familières, alors qu'elles doivent être pratiquées aussi dans beaucoup de négociations civiles.

Même remarque en ce qui concerne les règlements de compte entre partenaires qui ne doivent pas se faire sur la place publique.

Les propos de Macron avaient un double but : dissuasion envers Poutine et prise de conscience du danger par ses homologues et par nos populations.

Il est fondamental que l'Union parle d'une seule voix surtout quand il est question de guerre ou de différends graves avec des pays étrangers. Certes, il est toujours difficile de sortir d'une période de confort, de paix, avec un pays qui assurait notre protection. Mais cette époque bénie s'est terminée le 24 février 2022 pour la paix et confirmée en 2025 pour la protection américaine.

Quant à nous :

a. Nous resterons des proies faciles pour la Russie si nous continuons à ne pas prendre conscience que l'accumulation de milliards pour s'armer s'avérera parfaitement inefficace dans le cadre de l'inorganisation actuelle ! Sans un **Commandement Commun Européen**, nous ne serons ni dissuasifs pour la Russie, ni capables de lui résister. Triste réalité !

b. Nous nous réarmons à grands frais et en dépit du bon sens : c'est une ineptie mortifère et, en plus à cause du nucléaire russe, nos gouvernements n'oseront peut-être même pas se défendre s'ils sont attaqués…
C'est une tragédie ubuesque !

c. Plus nous achèterons nos armes à l'étranger, et particulièrement chez les Américains, plus nous affaiblirons les pays de l'Union et l'Union, et plus nous prendrons le risque d'une trahison de la part de notre (ex-)protecteur, outre tous les problèmes sur les champs de bataille !

d. Avec les Drones, l'IA, les Satellites, les réseaux sociaux, les cyberattaques, et autres inventions à venir, les guerres déclarées n'existent plus. Elles commencent quand l'attaquant le décide après de multiples dénis, la grande spécialité des Russes ! Les États-majors occidentaux ont tout à réapprendre et à repenser en permanence.

e. Leçon à tirer de la guerre en Ukraine par nos Chefs d'État-major et nos Dirigeants : autrefois, ils devaient être d'excellents joueurs d'Échecs. De nos jours, il faut aussi qu'ils soient des champions de… Poker menteur !

Création de la Défense de l'Europe

Il y a quatre étapes importantes :

A. Convraincre une majorité de membres de l'Union de l'absolue nécessité d'organiser cette Défense de l'Europe.

B. Créer l'entité DMU : Défense des Membres de l'Union.

C. Puis ouvrir la DMU pour créer la DDE : Défense des Démocraties d'Europe.

D. Sortir de l'OTAN et négocier un Accord d'association – ou pas – avec l'OTAN américaine, ou les Américains.

CREATION DE LA DMU

Dès la décision prise, la première étape sera de créer l'entité DMU, et d'effectuer simultanément les opérations suivantes :

1. **Désigner un Chargé de Mission** qui devra constituer une petite équipe pour définir les logiciels et les procédures à utiliser par les Vingt-Sept pour effectuer les inventaires de leurs moyens de défense (point 2), puis les consolider et les rapprocher des besoins (point 3).

2. **Effectuer les inventaires de l'existant :** Les Vingt-Sept feront l'inventaire de leurs matériels liés à la défense, opérationnels, réparables, réformés mais encore utilisables, en notant de 0 à 5 les stocks de pièces disponibles pour leur maintenance ou leur remise en état. Ils indiqueront aussi leurs bases, leurs effectifs, leurs moyens de communication, leurs commandes en cours... Bref, tous leurs moyens de défense actuels et en commande.

3. **Effectuer l'inventaire des besoins** : outre leurs inventaires de l'existant, les États-Majors français définiront tout ce qu'il leur faudrait en plus, à leur avis, pour des combats de haute intensité et de longue durée, adaptés aux guerres du XXIe siècle, face à la Russie.

4. **Définir les Régions Militaires** en fonction des similitudes de problématiques des pays et des affinités éventuelles.

5. **Définir l'État-Major** de la DMU et ceux des Régions Militaires en accord avec les pays responsables de leur région.

6. **Recenser les principales entreprises des Vingt-Sept** qui travaillent ou pourraient travailler pour le militaire, en précisant ce qu'ils font, leurs capacités actuelles et à échéance 2030. Ces opérations faites, la consolidation des moyens et des hommes pourra être effectuée, ainsi que la liste des matériels pouvant être proposés aux Ukrainiens.
   Il faut créer les bases de données des moyens humains, matériels, des fournisseurs, des établissements militaires, etc.

7. **Créer le Comité de Défense.**

8. **Ouvrir la DMU** aux pays Amis pour qu'elle devienne la DDE, voire la DMA à terme.

9. **Négocier avec l'OTAN et les États-Unis un Accord d'Association DDE / OTAN / États-Unis.**

La DMU étant créée et organisée avec les contributions des États comme indiqué précédemment, toutes les armes d'une certaine importance lui appartiendront et seront réparties dans les Régions par les États-Majors au mieux des besoins, des risques et des moyens humains pour les opérer. Les pays recevront alors une dotation pour couvrir les frais qu'ils devront engager pour leurs maintenances, leurs entraînements, et leurs utilisations.

Chaque pays sera remboursé par la DMU pour ses achats d'armements à partir d'une date qui sera définie, armements qui seront mis dans le pot commun de la DMU. Ceci impliquera une dotation complémentaire à la DMU selon la clé de répartition définie précédemment, dotation à somme nulle globalement, mais qui rétablira l'équilibre pour les achats récents, comme cela aura été fait pour les dépenses du passé.

Il devra en être de même pour le nucléaire français, dès lors qu'il deviendra la « Dissuasion nucléaire avancée » de l'Union, mais la clé devra rester française, car c'est la France qui aura toutes les chances d'en subir les conséquences si elle devait en faire usage.

Ainsi, tous les moyens militaires, humains et matériels, seront un Bien Commun des membres de l'Union qui, au lieu de sous-traiter leur Défense à l'OTAN, au bon vouloir des Américains et des autres membres, d'une unanimité impossible, ils la sous-traiteront à la DMU / DDE. Comme indiqué précédemment, les décisions y seront prises par une quinzaine de personnes, sans unanimité ni droit de véto !

DMU / DDE / OTAN

La DMU constituée, il faudra approcher les autres Démocraties d'Europe afin de se joindre à la DMU qui deviendra la DDE.

La DDE, devra avoir une vraie structure de gouvernance indépendante de l'Union, avec une forte personnalité à sa tête. Ensuite, il faudra que tous les États de la DDE démissionnent de l'OTAN et la DDE proposera un accord d'Association avec ce qu'il restera d'OTAN.[2]

Les bases américaines sur le sol des Membres de la DDE devraient se replier progressivement sur d'autres zones, mais sans demandes particulières de notre part, sauf si les Américains deviennent ouvertement nos ennemis.

La DDE conservera de l'OTAN l'essentiel des standards, les effectifs et les bases qui sont sur ses territoires.

Je pense que ces deux entités, OTAN et DDE, si elles sont solidaires, seraient bien plus pertinentes face à la Russie et à la Chine, et plus aptes à intervenir dans les conflits régionaux.

Elles permettraient d'avoir deux groupes de pays alliés avec une Europe enfin adulte, devenue la Troisième Puissance Mondiale, après les États-Unis et la Chine ! Les forces conventionnelles européennes devraient être rapidement opérationnelles face à celles de la Russie et les États-Unis seraient, ou pas, pour nous une réassurance… avec réciprocité !

En cas d'accord DDE / OTAN, quatre pays au moins, dont l'Union, devraient se retrouver dans l'autre organisation avec un titre de Partenaire : les États-Unis et le Canada dans la DDE, l'Union et la France dans l'OTAN. La Grande-Bretagne serait aussi probablement membre des deux organisations ainsi, peut-être, que des pays Scandinaves en raison du dégel de l'Arctique. Il n'y aurait donc plus une

[2] Ce qui va suivre ne vaut que lorsque la DDE sera opérationnelle, que Donald Trump aura quitté son poste et qu'il sera remplacé par un Président « plus normal » qui n'aura pas, espérons-le, de « *Kompromat* » pour sa conduite antérieure qui le rendrait otage de Poutine ou de son successeur.

Poutine possède tous les détails de l'affaire Epstein, sans les caviardages, et d'autres « *Kompromat* » antérieurs, et sa famille continue à les accumuler, ce qui explique l'attitude de Trump à l'égard de la Russie dont la pauvre Ukraine et l'Europe font les frais… C'est une raison sérieuse de plus pour que les Européens cessent « [leurs] *interminables disputes internes et les non-dits qui empêchent de s'unir* », Zelensky à Davos 2026 ! La fidélité, c'est bien, mais plus quand votre partenaire vous trahit, vous maltraite et vous met en danger.

organisation militaire bâtarde, créée pour faire face à un ennemi commun très puissant, mais qui n'existe plus vraiment. Il y aurait deux organisations alliées pour faire face à deux autocraties très agressives.

C'est aussi partager les risques en cas de conflits et éviter d'avoir des divergences sur les zones stratégiques prioritaires.

Pour conclure sur cette nouvelle configuration de la défense de l'Occident et sur l'absolue nécessité de l'adapter à l'état du monde, quelques remarques s'imposent :

- Quand on pense que notre destin dépend d'un Président autocrate, et des électeurs de l'Amérique profonde car leur système électoral surreprésente les petits États, et que nous, Européens, continuons à compter aveuglément sur eux pour assurer notre sécurité et nos libertés, en partie à leurs frais et, potentiellement, avec leur sang… c'est totalement surréaliste et indécent !

  Les Américains nous demandent clairement maintenant d'assurer notre propre défense et, si nous le faisons, il saura en faire une victoire personnelle…

  L'Organisation de la DMU se fera sans coûts supplémentaires notables dans la mesure où le budget total des Vingt-Sept est déjà très élevé. Il s'agira d'une répartition équitable des contributions, d'une organisation rationnelle, d'un Commandement commun comme à l'OTAN, de rationalisations, d'une gestion pertinente des moyens…
- À l'est de l'Europe, en Afrique, au Moyen-Orient, les interventions devraient être couplées avec de l'aide au développement et de la formation scolaire et professionnelle pour lutter contre la surpopulation, la misère, le terrorisme, les émigrations, et les grands Prédateurs que sont la Russie, la Chine, la Turquie, etc.
- Je pense que nous, Européens avec nos pays d'Europe centrale, sommes mieux à même que les Américains de gérer nos relations avec la Russie, surtout si nous sommes la troisième puissance militaire mondiale, supérieure à celle des Russes, hors nucléaire.

Il est par ailleurs à craindre que les prochaines attaques des autocraties de l'est se fassent simultanément sur Taïwan par la Chine et sur des pays européens par la Russie. Aussi, faut-il mieux avoir deux fers au feu qu'un seul et être deux entités complémentaires, comme eux, au lieu d'une seule, plus ou moins divisée et en opposition d'intérêts. Surtout après les fiascos des guerres de « civilisation » des États-Unis : Iran, Afghanistan, Irak, etc.

Et, avec l'état d'esprit qui règne aux États-Unis sous l'ère Trump-Vance, l'Europe ne peut compter que sur elle-même et, dans l'hypothèse des deux fronts simultanés, l'Union se retrouvera seule face à la Russie. Mieux vaut qu'elle n'y soit pas « *en culottes courtes » !*

L'Europe doit impérativement devenir adulte, s'émanciper de toute tutelle, être unie et avoir une défense puissante, c'est-à-dire organisée. C'est une question de survie !

Quant à l'Allemagne, qui se tourne vers les États-Unis en espérant rattraper plus vite son retard dans des domaines hautement technologiques, c'est suicidaire pour elle-même et pour ses partenaires européens ! Jouer en solo c'est à terme condamner l'Union, et se condamner soi-même. Il y a en Europe les compétences, pourquoi les ignorer et aller les chercher dans un pays très cher et de moins en moins amical.

Note : La France, depuis une soixantaine d'années, a beaucoup agacé ses partenaires européens en prônant une certaine indépendance vis-à-vis des États-Unis dans le domaine militaire, puis la nécessité d'avoir une défense européenne autonome. Les sous-entendus de Barack Obama et de Joe Biden la confortaient dans ses convictions et les entendus de Donald Trump ont levé tous les doutes.

Il faut espérer que ses partenaires oublieront « *son arrogance* » en lui reconnaissant le mérite d'avoir vu juste, et que ses avis seront maintenant pris au sérieux, l'héritage du Général de Gaulle lui donnant encore une vue globale et anticipative des évènements. Elle a aussi des compétences et expériences dans le domaine militaire, qu'elle ne partage qu'avec les Britanniques, et avec les Ukrainiens… qui nous apportent à tous une sérieuse mise à jour.

ASPECTS FINANCIERS

Pour se doter d'une défense autonome complète d'un très haut niveau, il faudra engager des centaines de milliards. S'agira-t-il d'une dépense ou d'un investissement ?

- Ils seront une **dépense** s'ils continuent à partir très majoritairement à l'étranger, une aberration totale tant militaire qu'économique, et une sérieuse cause d'appauvrissement et de déclin pour l'Union et ses membres !
- Ils seront un **investissement** très rentable s'ils restent majoritairement dans l'Union, pour développer ses industries militaires, spatiales, numériques, de hautes technologies, avec des myriades d'entreprises et d'emplois afférents. Les retombées économiques et fiscales seront considérables, avec un facteur de croissance important et un retour sur investissement qui permettra de rembourser les emprunts contractés.

À partir du moment où l'essentiel de nos armements seront achetés dans l'Union, il faudrait lancer un emprunt auprès de nos populations pour financer la « Défense Européenne », comme en 14-18 en France, afin de les sensibiliser et de les impliquer.

QUI POUR LANCER LA DMU-DDE ?

Qui lancera l'idée, puis la création de la Défense de l'Europe ?

Pour de multiples raisons, à mon sens, le seul qui peut et doit le faire est Emmanuel Macron, Président en fin de mandat, car :

- Il est un « héritier » du non-soutien de la Tchécoslovaquie en 1939 et de la Pologne en 1940 ;
- Il représente l'un des six membres fondateurs de l'Union ;
- Il représente la seule dissuasion nucléaire de l'Union ;
- Il représente la seule armée complète et aguerrie, et qui a des bases hors d'Europe ;
- Il milite pour une Défense européenne au moins depuis son élection en 2017 ;
- Il est à l'initiative de la « *Coalition des Volontaires* » pour l'Ukraine.

Après avoir peaufiné ce projet avec des Chefs d'États-Majors et des diplomates, il faudra convaincre les membres de l'Union, et les Démocraties amies d'y adhérer, en sachant qu'alors nous ne serons plus membres de « *l'OTAN américaine* » mais partenaires : nous resterons amis avec eux, mais libres de nos décisions.

DMU et DDE doivent être opérationnelles avant fin 2027.

Après le Venezuela, possiblement le Groenland et Cuba, quels seront les suivants. La France, mais pas seulement elle, a des territoires dans la zone revendiquée par les États-Unis. De même dans le Pacifique, nous avons des territoires, comme la Nouvelle-Calédonie qui ferait un beau « *porte-avions* » pour les Chinois ou pour les Américains.

Il est urgent que l'Europe organise une authentique Défense si elle ne veut pas être dépecée par les trois Empires que sont la Russie, la Chine et les États-Unis.

Il est intéressant de noter que l'expert militaire allemand Carlo Masala a appelé à repenser la Défense du Vieux Continent en dehors du cadre de l'OTAN et de l'UE. Voir l'article en page 4 du Monde daté du 14.01.2026 : « *Pour les Européens, l'Ukraine est plus importante que le Groenland* ». Il dit, en moins complet, ce qui est préconisé ici.

Il me paraît capital de faire rapidement un referendum paneuropéen sur ce projet, en joignant sa présentation. La question posée pourrait être :

Les trois puissances militaires, États-Unis, Russie et Chine, se sont tacitement partagé le Monde, l'Europe étant en zone russe, les Outre-mer en zone américaine ou chinoise. Souhaitez-vous :

A. Rester dépendant du bon vouloir des États-Unis, en dépensant 5 % du PIB pour acheter leurs équipements militaires surtaxés, et en étant à la merci de la Russie ?
B. Devenir autonome, en dépensant 3 % du PIB pour avoir une Défense commune, avec des équipements européens, un Commandement commun sous la direction d'un Comité de Défense composé de six pays, et des moyens de défense prépositionnées sur les territoires exposés aux risques majeurs, pour nous mettre à l'abri d'attaques russes ?
C. Devenir autonome, mais sans défense commune, chaque pays restant libre d'organiser sa propre défense… et sa propre vulnérabilité vis-à-vis de la Russie ?

Pour la France, et je pense pour d'autres pays, il serait très important d'en avoir le résultat avant la Présidentielle d'avril 2027, les circonstances faisant évoluer les mentalités des populations plus vite que celles de leurs représentants, hormis celles et ceux qui louvoient au grès des tendances.

SYNTHESE POUR UNE DEFENSE AUTONOME

2026 est une année précieuse pour agir, car Poutine est empêtré dans sa guerre en Ukraine, et doit affronter des problèmes économiques et humains de plus en plus sérieux.

Aussi est-il urgent que les Dirigeants de l'Union comprennent qu'il est de leur intérêt et devoir absolu de transformer les quelques 400 milliards dépensés annuellement en investissements dans nos entreprises de défense pour nous mettre à l'abri des attaques russes sans avoir à faire appel à un soutien de plus en plus hypothétique américain, ou de l'OTAN. Et nous pourrions aider les Ukrainiens à retrouver leurs frontières reconnues internationalement.

L'Europe doit se défendre elle-même ! La solution préconisée pour créer une Défense de l'Union pertinente est simple, rapide et moins coûteuse que l'actuelle, avec un résultat infiniment supérieur sur tous les plans. Elle part de ce qui existe chez les Vingt-Sept et prend comme colonne vertébrale l'armée française qui est la seule de l'Union à couvrir l'ensemble du spectre militaire.

Cette armée est opérationnelle, avec une hiérarchie et des troupes aguerries par l'épreuve du feu. Elle possède en propre l'arme nucléaire avec ses vecteurs, une marine nucléaire sur et sous les océans, des bases hors d'Europe. Elle dispose aussi, ce qui est primordial, des services de maintenance pour les matériels de l'avant ; des satellites, des intranets hautement sécurisés ; des services de Santé expérimentés sur les théâtres d'opérations et, à l'arrière, des hôpitaux militaires, avec des unités spécialisées pour traiter les victimes de traumatismes, etc.

Et, elle est principalement équipée en matériels européens, ce qui garantit son indépendance.

Le Président français, chef des Armées (françaises), a le pouvoir de les engager sans consulter au préalable son parlement. En revanche, elles ne sont pas aujourd'hui équipées pour les « nouvelles guerres » de haute intensité et de longue durée mais, n'étant pas seules, d'autres pays de l'Union pourront apporter les compléments indispensables. C'est pourquoi elles devront jouer un rôle central dans la création de la Défense de l'Union, d'autant plus qu'elles lui apporteront une certaine crédibilité, notamment auprès des militaires Américains et Russes.

Les moyens dont disposent les autres armées permettront de la muscler, tout en restant sous leurs propres commandements, eux-mêmes et les armées françaises étant sous le Commandement Commun de la Défense des Membres de l'Union, la DMU.

Il s'agira d'une organisation similaire à celle de l'OTAN, mais une « *OTAN européenne* ».

La DMU pourrait être opérationnelle en moins d'un an tout en continuant sa consolidation, et son extension, car elle pourait démarrer sans l'adhésion de tous les pays de l'Union.

Il est aussi important de noter que les performances de nos armes conventionnelles sont souvent supérieures à celles des Russes, qui rencontrent de sérieuses difficultés pour obtenir certains composants des dernières technologies. Et nous avons avec nous la créativité et la réactivité des Ukrainiens, ainsi que leur expérience d'une guerre du XXIe siècle.

Défense Civile de l’Europe

Jusqu’à présent, seules les problématiques militaires préoccupent nos gouvernants. Tout aussi importantes et urgentes sont les problématiques civiles concernant notamment le numérique, la protection et le stockage des données, Internet, les messageries, les réseaux sociaux, les réseaux bancaires, l’IA, etc., c’est-à-dire toutes nos communications et la gestion de nos administrations, de nos entreprises, de nos vies !

Les militaires français et certainement ceux d’autres Membres sont dotés de différents réseaux sécurisés. Il faudra les développer, les étendre et les rendre compatibles, communicants, de façon à créer un « EuroNet » et autres réseaux, afin de ne pas se retrouver au XIXe siècle si un Président américain venait à nous couper les accès à tout ou partie du numérique.

Le sujet est si important que je préfère laisser la parole à un spécialiste : Gilles Fontaine – Challenges n° 905 du 05.02.2026 :

> « **L'Europe glisse tranquillement vers un hiver numérique**
>
> Un grand moment de gêne. C'était en juin dernier, devant une commission sénatoriale, à Paris. Deux dirigeants de Microsoft étaient auditionnés sur le thème générique de la commande publique. Et tout allait pour le mieux jusqu'à ce qu'un sénateur pose la question qui tue : « En cas d'injonction fondée des autorités américaines de transmettre de la donnée appartenant à des entreprises, administrations, ou citoyens européens, hébergés en Europe que faites-vous ? » « Si on est obligé de la donner, on la donnera » répond, un peu embarrassé, le directeur des affaires publiques et juridiques de Microsoft France, Anton Carniaux. Nul doute que des responsables de Google, Amazon, ou IBM, autres grands pourvoyeurs de cloud, auraient répondu de la même manière, contraints par l'extraterritorialité des lois américaines.
>
> Cette séquence s'est déroulée il y a près de 8 mois. Entre-temps, les relations transatlantiques ont dégénéré, Washington a changé quatre fois d'avis sur la manière dont pourrait se régler le conflit en Ukraine et Donald Trump a fait comprendre à ses alliés de l'OTAN qu'il était prêt à tout pour mettre la main sur le Groenland. Selon un sondage Eurobazooka publié par Le Grand Continent, les Européens voient désormais une guerre ouverte avec les États-Unis comme étant plus probable qu'avec la Chine : 21% contre 11%. Et le discours surréaliste du président américain à Davos n'a rien fait pour rassurer, au contraire, The Wall Street Journal s'est récemment intéressé au sujet dans un article au titre évocateur, « L'Europe se prépare au pire : les États-Unis bloquent l'accès à la technologie ». Car la prochaine tocade de Donald Trump pourrait être bien plus dévastatrice que les augmentations de tarifs douaniers. Quelle serait la réaction des géants de la tech si leur président exigeait le blocage des européens aux centres de données et aux applications de messageries électroniques opérés par des sociétés américaines ? « On les bloquera » répondraient probablement les responsables juridiques de ces grands groupes, plongeant l'Europe entière dans une sorte d'hiver numérique dont elle aurait du mal à se remettre.
>
> Les dirigeants politiques prennent peu à peu la mesure de cette dépendance technologique européenne. C'est un bon début, mais rien n'est fait pour tenter de résoudre cette addiction toxique. Rares sont les voix à s'élever pour exiger un changement radical de comportement et une utilisation systématique de solutions européennes pourtant présentes sur le marché. Au cours d'une récente conférence, l'ancien commissaire européen Thierry Breton, interdit de séjour aux États-Unis pour avoir trop combattu la suprématie des Gafam, s'est livré à une expérience. Aux participants dans la salle, il a demandé quelles applications d'intelligence artificielle étaient installées sur leur smartphone. Aucun n'a répondu Le Chat, celle du français mistral, pourtant très efficace. Un mélange de paresse et d'ignorance. La souveraineté technologique se gagnera aussi par des actes concrets du quotidien. »

Pouvons-nous encore compter sur les Américains ?

Je supplie les responsables de l'Union et de ses Membres d'arrêter de consacrer des centaines de milliards pour acheter des matériels à l'étranger et d'investir pour le long terme, alors que le court terme peut nous être fatal si nous ne consacrons pas ces capitaux pour développer, en interne, tout ce qui doit l'être afin d'assurer nos sécurités civiles et militaires… en deux mots : NOTRE SURVIE !

C'est simple : si nous n'assurons pas le court terme, il n'y aura pas de long terme !

Quand on voit les comportements des armées américaines sous Trump, et de Trump lui-même avec ses ex-alliés et ses ex-ennemis, il est urgent de prendre nos distances et de ne plus dépendre des États-Unis, y compris pour nos équipements.

Trump et ses prédécesseurs ont démontré l'impuissance de leurs politiques militaires et, surtout pour ce qui nous concerne, son incapacité de nous fournir des armes dès lors qu'ils sont impliqués dans un conflit.

Le Général de Gaulle avait vu juste et ses successeurs sont restés sur la même ligne. Si les autres grands pays européens avaient suivi la même voie, l'Europe ne serait pas au bord de la défaite comme le fut la France en 1940 !

Dissuasion Nucléaire

Texte de Vincent Lamigeon – 1er mars 2026 – Challenges

SI LA BOMBE AMERICAINE CENSEE PROTEGER L'EUROPE N'ETAIT QU'UN « TOTEM POLITIQUE » ?

Les États-Unis stockent une centaine de bombes nucléaires B61 en Europe, théoriquement déployables par les avions de combat de six pays du Vieux Continent. Mais la nature et les modalités d'emploi de cette arme rendent son usage difficilement envisageable. La France pourrait-elle offrir un dispositif complémentaire ?

Elles sont stockées sous bonne garde (américaine), à l'abri dans des installations souterraines, dans une demi-douzaine de bases aériennes en Europe. Elles ? Les bombes nucléaires américaines B61, d'une puissance pouvant atteindre 50 kilotonnes (trois à quatre fois Hiroshima). Développées dans les années 60, elles sont le pilier du concept dit de partage nucléaire de l'Otan (*Nuclear sharing*).

Le principe ? Depuis la fin des années 60, les Etats-Unis stockent un certain nombre de ces bombes chez des alliés européens. En cas de conflit nucléaire, ces armements, qui restent sous contrôle et responsabilité américaines, doivent pouvoir être tirés depuis des avions de combat de six Etats partenaires, dont la liste est connue mais n'a jamais été confirmée officiellement (Allemagne, Italie, Pays-Bas, Belgique, Turquie, Royaume-Uni).

Le dispositif, massif en pleine guerre froide, a été drastiquement réduit depuis. Après avoir atteint 7 300 bombes en 1971, le nombre en Europe a chuté : 700 B61 au début des années 90, 480 en 2000, 180 en 2007. Il y en aurait désormais à peu près une centaine, déployées dans six bases aériennes en Europe, selon le Bulletin of the Atomic Scientists : Kleine Brogel (Belgique, 10 à 15 bombes) ; Volkel (Pays-Bas, 10 à 15 bombes) ; Büchel (Allemagne, 10 à 15 B61) ; Aviano et Ghedi (Italie, respectivement 20-30 et 10-15 bombes) et Incirlik (Turquie, 20 à 30 bombes). La base britannique de Lakenheath est également citée comme lieu probable de stockage de B61, depuis la visite en 2025 d'un avion de transport C-17 de l'unité américaine en charge du transport d'armes nucléaires.

Le F-35, désormais seul porteur des bombes nucléaires

Si elles ont été développées lors de la guerre froide, les B61 ont été largement modernisées depuis. La dernière version déployée en Europe, dite B61-12, a fait l'objet d'un investissement de 9 milliards de dollars. Elle est équipée d'un kit de guidage qui accroît sa précision, et peut emporter des charges de 0,3, 1,5, 10 ou 50 kilotonnes. Une version encore améliorée, la B61-13, est en cours de développement, avec une puissance annoncée de 360 kt.

Selon le concept du *nuclear sharing*, ces bombes doivent pouvoir être délivrées par des avions spécifiquement adaptés, dits Dual Capable Aircraft (DCA) : historiquement, des F-16 et Tornado ; désormais, le F-35A de Lockheed Martin, seul porteur autorisé par Washington des nouvelles versions de la bombe. L'Otan organise chaque année un grand exercice, Steadfast Noon, pour crédibiliser cette capacité nucléaire. Le dernier en date, en octobre 2025, a rassemblé 71 avions de 14 pays.

Ce partage nucléaire est-il un outil efficace de dissuasion ? Beaucoup d'experts en doutent. La première limite est technique : à l'inverse des missiles balistiques lancés depuis des sous-marins, comme le M51 (portée estimée à 10 000 km) ou des missiles aéroportés comme l'ASMPA-R (600 km), la B61 est une bombe à gravité. *« Cela induit un manque d'allonge, l'avion devant approcher au plus près de la cible pour délivrer son armement »*, résume Emmanuelle Maitre, maître de recherches à la Fondation

pour la recherche stratégique (FRS). Concrètement, même avec le « kit de queue » qui en accroît un peu la portée, la bombe doit être délivrée à 25 à 30 km maximum de la cible, en fonction de l'altitude, ce qui nécessite des capacités de pénétration en profondeur dans le dispositif ennemi, et implique de forts risques de destruction par les défenses sol-air ou les avions de chasse adverses.

« Sept miracles consécutifs » nécessaires pour réussir une frappe de B61

La deuxième limite est d'ordre politique. Pour être utilisée lors d'un conflit, la B61 nécessite un processus complexe de validation, auprès de multiples autorités. On évoque souvent un système de « double clé » (l'autorisation américaine et celle du pays qui déploie ses avions). La réalité est bien plus complexe.

Selon un « fact sheet » de l'Otan consacré au partage nucléaire et publié en février 2022, « *une mission nucléaire* [dans le cadre du partage nucléaire] *ne peut être entreprise qu'après avoir obtenu l'accord politique explicite du groupe des plans nucléaires (NPG) de l'Otan* [qui intègre des représentants de tous les Etats membres de l'Otan, sauf la France, qui a décidé de ne pas y participer, *ndlr*], *et l'autorisation du président américain et du Premier ministre britannique* ».

Cette validation par Londres a de quoi étonner, la B61 étant une bombe 100 % américaine, mais elle semble découler d'une négociation plus large. *« Le Royaume-Uni a accepté de mettre à disposition du Commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR) de l'Otan des capacités nucléaires stratégiques*, explique Héloïse Fayet, chercheuse au Centre des études de sécurité de l'Ifri et responsable du programme de recherche Dissuasion et prolifération. *Ce faisant, ils ont un droit de regard sur l'utilisation des B61 américaines stationnées hors du Royaume-Uni.* »

Le partage nucléaire de l'OTAN reste avant tout une sorte de totem politique, essentiellement symbolique.

Ce processus complexe rend l'emploi de la B61 hautement improbable. *« Il est difficile d'imaginer que, en pleine guerre nucléaire ouverte, du temps soit disponible pour des consultations de haut niveau »*, estimait en 2023 un rapport du Bulletin of the Atomic Scientists. Dans un article paru en septembre 2023 sur le site War on the Rocks, Frank Kuhn, de l'Institut de recherche sur la paix de Francfort, estimait même qu'une frappe réussie de B61 nécessiterait « *sept miracles consécutifs* » : survivre à une première frappe ennemie ; recevoir l'autorisation du président américain ; décoller avec succès de bases qui seraient probablement visées par les bombardements adverses ; réussir les ravitaillements en vol nécessaires ; atteindre la cible sans être intercepté par les défenses aériennes ou les chasseurs ennemis ; trouver et identifier la cible ; procéder à la frappe prévue.

En Europe, la dissuasion est entre les mains de la France et du Royaume-Uni

La B61 serait-elle finalement une arme de dissuasion pas vraiment dissuasive ? Ses contempteurs assurent que la bombe est surtout un moyen pour Washington de vendre le chasseur F-35 de Lockheed Martin, cet avion étant désormais le seul autorisé par Washington à emporter l'armement. *« Les Allemands voulaient envisager le F-18, les Américains leur ont dit : 'non, c'est le F-35' »*, assurait le patron de Dassault Aviation Éric Trappier en mars 2022.

Pour les spécialistes, si la crédibilité technique de la bombe est limitée, elle n'est toutefois pas nulle. *« Le passage au F-35, chasseur furtif théoriquement mieux armé pour les pénétrations des défenses ennemies que le Tornado ou le F-16, augmente la crédibilité opérationnelle d'une potentielle frappe de B61*, pointe Héloïse Fayet. *Mais il est évident que le partage nucléaire de l'Otan reste avant tout une sorte de totem politique, essentiellement symbolique, qui incarne l'engagement américain pour la sécurité de l'Europe. »*

La véritable capacité de dissuasion de l'Otan en Europe est ailleurs. *« L'essentiel de la dissuasion réside dans le reste de l'édifice : les arsenaux nucléaires américains, que Washington gère de façon totalement autonome, leurs capacités conventionnelles en Europe, et les capacités des deux Etats dotés en Europe, la France et le Royaume-Uni »*, estime Emmanuelle Maitre.

Aucun partage de décision sur la dissuasion française

La France pourrait-elle offrir, sinon une alternative, du moins un complément au partage nucléaire de l'Otan ? Le discours d'Emmanuel Macron consacré à la dissuasion, prévu sur la base de l'Ile Longue ce lundi 2 mars, devrait donner quelques indications sur les intentions présidentielles. Certains scénarios, montés en épingle par une poignée de politiques, sont totalement exclus, comme le partage, d'une façon ou d'une autre, de la décision d'emploi de l'arme nucléaire. Celle-ci est, et restera, aux seules mains du président de la République française.

D'autres possibilités semblent exclues, au moins à court et moyen terme. C'est le cas du déploiement potentiel d'armes nucléaires françaises, en l'occurrence des missiles aéroportés ASMP/A, dans d'autres pays européens. Une telle décision serait un casse-tête technique et financier : il faudrait sécuriser ces armements avec des militaires français, mais aussi, pour que le dispositif soit crédible, baser des Rafale et leurs équipages sur place. Pas vraiment à la portée d'une armée de l'air et de l'espace dont la flotte d'avions de combat est à l'os. La décision affecterait aussi le nombre de missiles disponibles en métropole, ce qui pourrait affaiblir la dissuasion française. *« Ces mesures seraient très coûteuses, complexes logistiquement, le tout pour un intérêt limité »*, estime Emmanuelle Maitre.

Des mesures plus ciblées semblent nettement plus envisageables. *« On peut imaginer des stationnements réguliers de Rafale des FAS (Forces aériennes stratégiques) dans certains pays alliés »*, indique Héloïse Fayet, de l'IFRI. Des exercices communs, ou un élargissement géographique des exercices nucléaires français, comme Poker, pourraient également être décidés. Parmi les annonces potentielles plus fortes, mais aussi nettement plus incertaines, les experts citent une légère augmentation du stock de têtes nucléaires françaises (290 actuellement), voire la création d'un troisième escadron des Forces aériennes stratégiques.

Table des matières

Le Tocsin sonna le 24 février 2022 ! 2
État des lieux 5
Problématiques de notre Défense 7
Organisation actuelle 11
  Budgets Militaires iniques 11
Organisation préconisée 14
  Réflexions liminaires 14
  Quelle Défense ? 15
  Régions Militaires suggérées 16
  Couverture par Satellites et Internet 17
  Défense des Démocraties d'Europe 17
  Organisation de la DMU 17
Création de la Défense de l'Europe 26
  Création de la DMU 26
  DMU / DDE / OTAN 27
  Aspects financiers 29
  Qui pour lancer la DMU-DDE ? 29
  Synthèse pour une Défense autonome 30
Défense Civile de l'Europe 31
Dissuasion Nucléaire 33
  Si la bombe américaine censée protéger l'Europe n'était qu'un « totem politique » ? 33